

Dettes publiques : briser l'engrenage

F. Chesnais, E. Toussaint, D. Millet, O. Bonfond,
D. Tanuro, Y. Mitralias, C. Katz



Formation Léon Lesoil asbl.
20 rue Plantin 1070 Bruxelles – 0476/900.997
www.lcr-lagauche.be – info@lcr-lagauche.be

Brisons l'engrenage mortifère de la dette publique !

Entretien avec Eric Toussaint (président du CADTM)

Au Sud, puis, aujourd'hui, au Nord, l'endettement des Etats, des gouvernements est un prétexte et une arme redoutable pour justifier et imposer les « réformes » au profit du capitalisme, des banques privées, des fonds de placements financiers. C'est à une thérapie de choc, à des mesures de régression sociale sans précédent que la « Troïka » - Le fonds monétaire international, la Commission européenne et la Banque centrale européenne-, avec l'aval des gouvernements-, veut soumettre la population des différents pays.

L'endettement des Etats n'est-il pas, pour une grande partie, le résultat des politiques néolibérales, menées depuis une trentaine d'années par des gouvernements de droite et de « gauche », avec les cadeaux fiscaux au patronat, aux groupes financiers et aux grosses fortunes ? Le gonflement récent des dettes publiques n'aurait-il rien à voir avec les milliards d'euros puisés dans les budgets publics pour « sauver » les banques privées ? Des budgets alimentés, pour l'essentiel, par les revenus du travail ! Les emprunts successifs, contractés par les Etats, à des taux d'intérêts scandaleux, auprès de ceux-là mêmes- les banques, les fonds de placements financiers- qui accumulent les cadeaux fiscaux, sont assortis, en Grèce et ailleurs, de plans d'austérité drastique, de dépeçage des biens publics. Quant au service de la dette - du remboursement des intérêts-, il est devenu, dans bien des Etats, un des premiers postes des dépenses publiques ! Le cercle vicieux, cynique et mortifère de la dette publique est ainsi bouclé.

Aujourd'hui des voix s'élèvent, des collectifs, des organisations sociales, des partis de la gauche radicale se mobilisent pour « casser » cet engrenage de la dette publique, pour exiger l'annulation/répudiation des dettes « illégitimes », pour demander une véritable justice fiscale et pour initier, comme en Grèce, la mise sur pied d'un d'audit sur la dette publique.

Le comité grec contre la dette en souligne toute l'importance et la dynamique : « En ouvrant et en auditionnant les livres de la dette publique, le mouvement de l'audit citoyen ose l'impensable : il pénètre dans la zone interdite, dans le saint des saints du système capitaliste, là où, par définition, n'est toléré aucun intrus. Ainsi comprise, la revendication de l'audit de la dette et surtout son début de mise en œuvre par la création de comités, en tant qu'instances populaires où les preuves de l'illégitimité seraient réunies et débattues, constitueraient un formidable outil de « re-démocratisation ».

Denis Horman

La Gauche : le dernier ouvrage collectif du CADTM, qui vient de paraître, a pour titre « La dette ou la vie ». Un titre qui met d'emblée en lumière l'aspect mortifère de la dette publique...

Eric Toussaint : Il y a un choix à faire entre privilégier la vie, les droits humains fondamentaux et, d'autre part, rembourser la dette. La dette, c'est une question centrale. Si on veut maintenir des droits conquis par les luttes, stopper des mesures de régression sociale, sans précédent dans les pays de l'Union européenne, et aussi améliorer l'accès à toute une série de droits fondamentaux, il faut une solution radicale concernant la dette publique, en commençant par annuler la dette illégitime.

La Gauche : le CADTM (Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde), créé en 1990, a réalisé pendant une 20 aine d'années, une expertise rigoureuse sur la dette qui frappe les pays du Sud, plaidant pour une annulation inconditionnelle de cette dette publique. Cette nouvelle publication montre, à travers une série de contributions, l'autre visage de la dette, celui à l'oeuvre au Nord. Y a-t-il des points communs entre la dette publique des pays en développement et la dette publique au Nord ?

Eric Toussaint : Aujourd'hui, la dette publique au Nord est le prétexte tout trouvé pour justifier l'application de plans d'austérité sur le modèle des plans d'ajustement structurel supportés, dès le début des années 1980, par les pays du Sud de planète. A ce propos, je voudrais signaler que, pendant les années 1980, en Belgique, la dette des communes, tout particulièrement à Anvers et Liège, fut déjà le prétexte pour

l'application de plans d'austérité très durs contre le personnel communal et les services à la population. A Liège, de 1983 à 1989, il y eu des mobilisations et des grèves très dures face à cette offensive d'austérité menée à l'époque par une majorité communale PS-Ecolo. L'engrenage de la dette communale résulta d'une flambée des taux d'intérêt liés à cette dette. Ainsi, un des emprunts, l' « emprunt Guy Mathot » avait été contracté à un taux d'intérêt de 15%. C'est une des raisons pour laquelle, en 1986, notre organisation politique, le POS-SAP, avait lancé une campagne pour l'annulation de la dette de la Ville de Liège.

Si, récemment, le CADTM s'est penché sur la réalité de l'endettement public des pays du Nord, ceux de l'Union européenne en particulier, c'est que, depuis l'éclatement, en 2007-2008, de la crise la plus importante depuis 1929, ces pays sont confrontés aux mêmes politiques d'ajustement structurel qu'ont subi et subissent toujours les pays du Sud. Sous la férule de la « Troïka » - le FMI, l'Union Européenne et la Banque Centrale Européenne-, les pays périphériques de l'UE (Roumanie, Lettonie, Hongrie), puis la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et, déjà dans une moindre mesure actuellement, la France, l'Allemagne, la Belgique...) sont soumis à une régression sociale sans précédent. Les mesures sont partout les mêmes : réduction des salaires dans la fonction publique, licenciements, non remplacement du personnel partant à la retraite, allongement de l'âge pour la pension, privatisations, etc. Nous assistons à une nouvelle phase de l'offensive du capital contre le Travail. La « Troïka et les gouvernements ne conçoivent pas d'autres voies pour réduire l'endettement et les déficits publics, qui ont atteint un seul insoutenable.

On constate un peu partout une augmentation de l'endettement des Etats. Mais, posons-nous la question : pourquoi une telle situation ? Je voudrais évoquer trois aspects de l'explosion de l'endettement public au Nord.

Début des années 1980, les taux d'intérêts, au Sud et au Nord, ont explosé, à partir d'une décision prise à Washington.

Les années 1990-2000 ont vu l'application en Europe de politiques néo-libérales se cristallisant sur des contre-réformes fiscales, avec une réduction des recettes fiscales due à une diminution importante des impôts sur les bénéficiaires des sociétés privées et sur les revenus des ménages les plus riches. Les Etats ont pallié partiellement à cette situation par l'augmentation des impôts indirects, la TVA, par l'augmentation de la fiscalité chez les travailleur-euse-s et par le recours à de nouveaux emprunts auprès des plus riches.

Puis, il y eu, en octobre 2008, dans toute une série de pays du Nord, le sauvetage des banques privées, qui avaient pris des risques inconsidérés, s'adonnant à la spéculation financière. Un sauvetage à coup de centaines de milliards de dollars et d'euros, par les Etats, avec l'argent des contribuables. En Belgique, c'est plus de 20 milliards d'euros que l'Etat a injectés pour « sauver » Fortis, KBC, Dexia et Ethias. Un sauvetage des banques qui a joué un rôle déterminant dans l'augmentation de la dette publique belge. Tous ces éléments m'amène à taxer d'illégitime une partie de la dette publique.

La Gauche : Précisément, dans son travail sur la dette frappant les pays du Sud, le CADTM a mis en lumière les concepts de dette odieuse, illégitime et illégale, appuyés sur une argumentation, y compris juridique, et justifiant ainsi la revendication de suspension du remboursement de la dette publique, voire de son annulation et sa répudiation. Le CADTM prône-t-il également l'annulation de la dette publique des pays du Nord ?

Eric Toussaint : Le CADTM prône l'annulation de la partie illégitime de la dette publique. Il y a d'ailleurs différentes conventions internationales, la Charte des Nations unies, la Déclaration universelle des droits de l'Homme, la Déclaration de l'ONU sur le droit au développement, les pactes internationaux de 1966 sur les droits économiques sociaux et culturels, etc., sur lesquelles on peut s'appuyer pour justifier qui légitimement la suspension et la répudiation/annulation de la dette publique.

Le concept d'illégitimité comprend notamment les dettes odieuses et illégales.

Les dettes contractées auprès du FMI, de la Commission européenne, de la Banque Centrale européenne ou encore sur les marchés financiers et qui justifient, pour ces instances, l'application de politiques d'ajustement structurel ou d'austérité, en violation des droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques peuvent être qualifiées de dettes odieuses. Les plans d'austérité brutaux, appliqués dans des pays comme la Roumanie, la Hongrie, la Lettonie, puis en Grèce, en Irlande, au Portugal pour éponger la dette et les déficits publics, entraînent la violation des droits humains fondamentaux. La dette liée à ces

plans d'ajustement structurel peut être considérée comme odieuse et doit être annulée.

Il y a aujourd'hui une autre catégorie de pays, la France, la Grande-Bretagne, la Belgique et d'autres pays de l'Union européenne, qui ont contracté des dettes pouvant être qualifiées d'illégitimes. Dans ces pays, les gouvernements ont sciemment appliqué des politiques injustes socialement et qui ont entraîné une augmentation de la dette publique à travers des mesures favorables à la classe capitaliste. C'est ce que j'ai déjà expliqué en présentant les raisons principales de l'endettement de ces Etats : les contre-réformes fiscales au profit des sociétés privées et des hauts revenus, le sauvetage des banques avec l'argent de la collectivité, etc. Trente ans de politique néo-libérale marquent d'illégitime cette partie de la dette publique, qui réalise, au-delà de toutes les espérances du capital, un transfert gigantesque de richesses vers les banques et les fonds de placements financiers aux dépens des salariés. Cette dette illégitime devrait être annulée.

La Gauche : Une des contributions de l'ouvrage collectif du CADTM, intitulée « Là où le Sud montre la voie », présente une série d'exemples, en Equateur et ailleurs, prouvant qu'il est possible de briser l'engrenage mortifère de la dette. Ces exemples pourraient-ils, selon toi, être un référent pour des démarches semblables dans les pays du Nord ?

Eric Toussaint : Une des expériences les plus avancées se situe en Equateur où, suite à de grandes mobilisations sociales, un nouveau président, Rafaël Correa, fut élu fin 2006. C'est lui qui a impulsé, en juillet 2007, la mise sur pied d'une commission d'audit de la dette, composée de 18 experts, dont j'ai fait partie pour le CADTM. Le mandat donné à cette commission fut d'auditer 30 années d'endettement public, tant externe qu'interne. Après 14 mois de travail, la commission d'audit est arrivée à la conclusion qu'une grande partie de la dette analysée était marquée d'illégitimité. En novembre 2008, le gouvernement, prenant appui sur le rapport de la commission, a décidé de suspendre le remboursement des titres de la dette, venant à échéance les uns en 2012, les autres en 2030. Après 8 mois de suspension de paiement, le gouvernement de ce petit pays de 13 millions d'habitants est sorti vainqueur d'une épreuve de force avec les banquiers nord-américains, détenteurs de ces titres de la dette équatorienne. Il a racheté pour 900 millions de dollars des titres valant 3,2 milliards de dollars.

Si on prend en compte les intérêts que l'Equateur ne devra pas verser, puisqu'il a racheté des titres qui arrivaient à échéance en 2012 ou en 2030, le trésor public équatorien a économisé en tout environ 7 milliards de dollars. Cela a permis de dégager de nouveaux moyens financiers pour des dépenses sociales dans la santé, l'éducation, l'aide sociale, etc. Certes, ce ne fut pas une répudiation de la dette illégitime, mais un pas extrêmement important dans la bonne direction.

En Europe, il ya aussi des pas importants dans cette direction. Dans plusieurs pays aujourd'hui, après la France, en Grèce, au Portugal, en Espagne..., on assiste à une montée en puissance de mobilisations sociales. On peut dire que la Grèce est l'épicentre d'une réaction massive sur le thème de la dette et cela, dans le contexte de mobilisations sociales, de grèves de plus en plus dures. Encore, ce dimanche 5 juin, 200 000 personnes se retrouvaient sur la place de la Constitution à Athènes.

En mars 2010, plus d'une centaine de personnalités grecques et internationales lançaient un appel public en faveur de la création d'une commission d'audit de la dette publique. En décembre 2010, une députée indépendante, Sofia Sakorafa, faisait une intervention remarquée au Parlement grec, en proposant la mise sur pied d'une telle commission. Quatre députés ont rompu avec le PASOK (le parti socialiste grec), refusant de voter pour le budget 2010 et le mémorandum imposé à la Grèce par le FMI. A l'instar de députés de la gauche radicale grecque, ces députés ont demandé et appuyé la mise sur pied d'un comité grec contre la dette qui s'est constitué et qui est soutenu par des organisations syndicales, plusieurs partis politiques et de nombreux intellectuels. Ce comité va procéder à un audit pour que l'on sache quelle partie de la dette grecque est odieuse, illégitime et illégale. Bien évidemment, à l'inverse de l'Equateur, une telle démarche ne peut, en Grèce, s'appuyer sur un gouvernement social-libéral qui impose une austérité brutale aux travailleurs-euse-s et à la population. D'où l'importance d'appuyer cette démarche par des mobilisations sociales.

La Gauche : La CADTM a souvent attiré l'attention sur le fait qu'une réduction radicale de la dette publique est une condition nécessaire mais pas suffisante pour mettre en place une politique économique et sociale au service des populations. Qu'est-ce à dire ?

Eric Toussaint : A ce propos, je voudrais faire une première réflexion. Jusqu'il y a peu, au niveau

européen, une grande partie de la gauche du mouvement syndical et même de la gauche radicale considérait que la résistance sociale aux attaques du patronat et des gouvernements n'impliquait pas nécessairement de faire de la question de la dette publique un des éléments centraux de cette résistance.

D'autre part, certaines organisations de la gauche radicale, prenant une position radicale pour l'annulation/répudiation de la dette publique, estimait inutile et superflu un audit sur la dette, puisqu'il s'agit de rejeter en bloc cette dette. On a connu cela dans certaines organisations de la gauche en Grèce.

Ou encore, un autre secteur de la gauche, même radicale attirait l'attention sur les conséquences d'une remise en cause du paiement de la dette, disant : « attention, une telle position aura un effet boomerang sur le pays et sa population. Cela entraînera des mesures de rétorsion ; on ne pourra plus payer les fonctionnaires, les retraites... ».

Heureusement, les choses commencent à changer dans la prise de conscience et l'importance vitale d'une réduction radicale de la dette publique, voire d'annulation de la dette illégitime.

Bien évidemment, une telle opération, si l'on veut que les salarié-e-s, les allocataires sociaux n'en fassent pas les frais, doit être combinées avec des mesures pour une véritable justice fiscale, pour que chacun, société et individu, paie ses impôts selon sa capacité contributive. C'est ce que demande, depuis des années en Belgique, le réseau pour la justice fiscale (RJF), qui regroupe une 40aine d'organisations, associations dont les deux grandes organisations syndicales, la FGTB et la CSC.

La Gauche : Tu es président du CADTM Belgique et également un militant de la IV Internationale et de sa section belge, la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR). Une organisation anticapitaliste ne peut, dans son programme, en rester à une approche générale concernant la dette publique, les déficits publics qui sont un alibi pour mener des politiques d'austérité drastique en Europe. Quelles sont les revendications qui t'apparaissent essentielles, en ce qui concerne la dette publique et qu'il est important d'intégrer, de concrétiser dans le programme, la ligne et l'intervention politique de notre organisation ?

Eric Toussaint : Je pense qu'il faut intégrer dans le programme de notre organisation l'exigence d'un audit de la dette publique pour déterminer la partie illégitime de cette dette et demander l'annulation de celle-ci. Cet audit doit se faire avec la participation citoyenne. On ne peut attendre ou s'attendre à ce que le gouvernement ou le parlement en prenne l'initiative. C'est aux mouvements sociaux, syndical, avec des organisations politiques qui appuient cette démarche, d'en prendre l'initiative. Ce serait en quelque sorte une version 2001-2012 de l'Opération Vérité telle que la FGTB l'avait lancée à la fin des années 1950 avant que n'éclate la grande grève générale de l'hiver 1960-1961. Cela rejoint par exemple l'Appel à la résistance sociale, signé déjà par plus de 1000 personnes. Cet appel interpelle les organisations syndicales, en demandant, entre autre, que « les syndicats organisent en front commun une opération vérité sur ce qui a été volé aux travailleurs et les conséquences sur leurs vies ».

Cet audit doit donc aboutir à des mesures d'annulation de la partie de la dette considérée comme illégitime et d'une réduction radicale de l'autre partie de celle-ci.

Comme je l'ai déjà signalé, cela implique également des mesures fiscales qui font payer, à ceux qui profitent de cette dette, le coût d'une telle opération.

D'autres mesures sont déjà dans le programme de la LCR : le transfert du secteur du crédit au secteur public ; la renationalisation ou socialisation de toute une série de secteurs privatisés au cours des 30 dernières années ; la nationalisation du secteur de l'énergie ; la réduction radicale du temps de travail avec embauche compensatoire et maintien des salaires ; une lutte radicale contre la grande fraude fiscale. J'ajouterais également la revendication d'un salaire minimum européen, bien sûr vers le haut. Dans certains pays de l'UE, il n'existe pas de salaire minimum. Quand on voit, chiffres officiels à l'appui, qu'aujourd'hui, 7 millions 200.000 travailleurs allemands ne gagnent pas plus de 400 euros par mois !

Entretien publié dans le journal La Gauche (journal de la LCR) n°53, juillet-août 2011

La Belgique ne maîtrise ni sa dette, ni son déficit

Par Olivier Bonfond

Certains discours affirment que la Belgique serait aujourd'hui dans une situation bien meilleure que les pays les plus fragilisés comme l'Irlande, la Grèce, l'Islande ou le Portugal et qu'elle serait à l'abri d'une attaque spéculative sur sa dette publique. Est-ce si sûr ? A l'instar de nombreux pays capitalistes développés, les déficits publics et la dette publique belge ont très fortement augmenté suite à la crise capitaliste internationale qui a explosé en 2008.

Du discours rassurant...

La dette belge est ainsi passée de 84,2% du produit intérieur brut (PIB) en 2007 à 89,6% en 2008, 96,2% en 2009, 97,2% en 2010, et celle-ci devrait se rapprocher très fort des 100 % du PIB en 2011. En valeur absolue la dette publique belge a augmenté de 44.1 milliards d'euros, passant de 282.1 milliards d'euros en 2007 à 326.3 milliards d'euros en 2009.

Rappelons d'abord que sur ces 44 milliards d'augmentation, plus de 20 milliards proviennent du sauvetage financier réalisé par les pouvoirs publics belges en 2008-2009. En effet, fin 2008, en Belgique, trois grandes banques (Fortis, Dexia et KBC) et un assureur (Ethias) ont subi de plein fouet la crise financière internationale. Pour leur venir en aide, le gouvernement Leterme a injecté dans ces banques un montant de 20,64 milliards d'euros. Comment ont-ils financé cette opération de sauvetage ? En émettant de nouveaux titres de la dette publique.

Mais alors que le niveau d'endettement des autres pays en difficultés a explosé, la Belgique aurait réussi à maîtriser rapidement l'augmentation de sa dette et ferait donc partie des « bons élèves ».

En ce qui concerne les déficits, le discours est le même. Pour rappel, la limite fixée par l'Europe est un déficit de 3% du PIB. Suite à la crise financière, presque tous les pays ont dépassé ce seuil. Sous pression des marchés financiers et des agences de notation qui agitent la menace d'une dégradation de leur note, les gouvernements européens se sont engagés à revenir à un niveau raisonnable pour 2015 en mettant en place des budgets d'austérité. La Belgique, dans son dernier Programme de Stabilité 2009-2012, s'est engagée à revenir progressivement vers l'équilibre budgétaire à l'horizon 2015, tout en atteignant un déficit de 3% du PIB dès 2012.

Alors que l'Allemagne et les Pays-Bas ont vu leur déficit public se détériorer en 2010 par rapport à 2009, le déficit public belge s'est amélioré de 1,2%, passant de 6% en 2009 à 4,8% en 2010. Ces chiffres permettent au gouvernement belge d'affirmer que la Belgique a commencé la consolidation de ses finances publiques plus tôt que la plupart des autres pays de la zone euro. La situation belge serait sous contrôle.

...à l'inquiétante réalité

Il convient de rester très prudent quant aux perspectives d'endettement à moyen terme de l'Etat belge. Premièrement, il ne faut pas oublier que la Belgique partait d'un niveau de dette plus élevé que la moyenne européenne.

Deuxièmement, cette augmentation « maîtrisée » pour la période 2011-2015 s'exprime en proportion du PIB. Or l'hypothèse sur laquelle est construit le scénario gouvernemental est que la croissance économique est revenue. Selon les prévisions de l'OCDE, la croissance économique de la Belgique serait de l'ordre de 1.8% en 2011, soit une croissance supérieure à la moyenne européenne (1). Pourtant, pour bon nombre d'économistes, le retour d'une nouvelle crise et d'un retour à une récession économique est loin d'être improbable, notamment parce que le secteur financier belge est loin d'être assaini et que, dans le cadre d'un système bancaire international fortement interconnecté, des tensions ou déstabilisations dans d'autres pays ne manqueront pas de toucher l'économie belge. Dans le cas où le PIB belge augmenterait

moins que prévu voire diminuerait, cela entraînerait automatiquement, même dans le cas d'une politique d'austérité budgétaire, une forte augmentation des déficits publics et donc du niveau d'endettement.

Troisièmement, il ne faut pas écarter l'hypothèse d'une nouvelle crise financière pour le secteur financier belge. Cela aurait des conséquences énormes sur les finances publiques, impliquant éventuellement un nouveau plan de sauvetage nécessitant des nouveaux emprunts de plusieurs milliards. Sans oublier non plus qu'en plus de ses apports en argent frais, les pouvoirs publics ont accordé aux banques différents types de garanties pour un montant non pas de 25 milliards d'euros comme l'on a souvent entendu dans les médias mais de 68 milliards d'euros (2). Jusqu'à présent non mises en œuvre et donc non enregistrées dans les dépenses de l'Etat, ces garanties sont toujours d'actualité et pourraient refaire surface.

Quatrièmement, début 2011, les trois grandes agences de notation (Standard & Poors, Moody's et Fitch) ont fait savoir au gouvernement belge qu'une dégradation de la note belge pourrait se confirmer, notamment si un gouvernement ne se crée pas rapidement, ou si les protestations sociales se multiplient. Ces protestations sociales, pourtant absolument légitimes, ont l'art de rendre les marchés financiers « nerveux », c'est-à-dire prêts à utiliser tous les outils dont ils disposent (dégradation de la note, menace des fuites de capitaux ou délocalisations, attaques spéculatives sur la dette, ..) pour que leurs profits ne soient pas menacés. Pour rappel, plus la note d'un pays est faible, plus les taux d'intérêt sur ses emprunts futurs augmentent...

Bref, sous des apparentes « bonnes nouvelles », la Belgique ne maîtrise rien du tout. Au contraire, elle reste fortement soumise aux pressions des créanciers et des menaces sérieuses pèsent quant à une augmentation supplémentaire très forte son endettement.

Depuis maintenant 30 ans, la Belgique a mis en place des politiques fiscales et budgétaires visant en priorité à satisfaire les intérêts des capitalistes. D'une part, en s'endettant et en rémunérant les créanciers avec des hauts taux d'intérêt : entre 1982 et 2007, c'est plus de 500 milliards d'euros que les pouvoirs publics belges ont payé aux créanciers uniquement en intérêts de la dette (2). D'autre part, en privilégiant des politiques fiscales en faveur des riches qui amputent les recettes publiques et empêchent l'Etat d'assumer ses obligations, à savoir améliorer les conditions de vie de sa population en concrétisant des politiques socialement utiles et respectueuses de la nature. Doit-on rappeler que 50 grandes sociétés belges ont payé en 2009, via les différentes déductions fiscales existantes, un impôt moyen de 0.57% et non de 33,99%, taux officiel de l'impôt des sociétés, grevant les recettes publiques de pas moins de 14.3 milliards d'euros. (3)

Il faut en finir avec le chantage de la dette publique et affirmer que son annulation est non seulement possible et souhaitable, mais qu'elle doit s'imposer comme une urgence sociale et un choix politique. La très grande majorité des créanciers étant des grandes institutions financières, une annulation de la dette publique belge ne serait pas préjudiciable aux travailleurs et aux personnes à faible. Au contraire, elle serait doublement bénéfique : faire payer les responsables de la crise et libérer des ressources pour améliorer le bien-être de la population.

Article publié dans La Gauche (journal de la LCR) n°52, mai-juin 2011

Notes :

1) Les garanties d'Etat désignent une série de mécanismes par lesquels les pouvoirs publics belges se portent garants des engagements des banques du Royaume.

2) Source: Site de la banque nationale de Belgique :

<http://www.nbb.be/belgostat/PresentationLinker?TableId=756000042&Lang=F>

3) <http://frerealbert.be/fiscalite/impt-des-socits/50-socits-143-milliards-de-ristournes-fiscales/>

Ouvrir une brèche dans l'austérité : la lutte contre la dette illégitime comme levier

Par Daniel Tanuro

Le sentiment que 'le système' est injuste et irrationnel est très répandu, surtout depuis 2008. Le monde du travail ne croit plus au « théorème de Schmidt » (« les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain »). Mais l'idée domine qu'il n'y a malheureusement pas d'alternative dans le contexte de la mondialisation. Ouvrir une brèche dans ce fatalisme pourrait conduire très vite à un changement important des rapports de forces. Mais comment et où agir ? La lutte contre les dettes illégitimes constitue un levier.

Henri Wilno, dans un texte récent, situe bien le problème auquel les anticapitalistes sont confrontés :

« Deux écueils guettent les forces de contestation radicale du système :

- Le premier serait de prendre le monde à témoin de l'irrationalité du capitalisme, d'élaborer des propositions alternatives techniquement argumentées et de croire qu'elles s'imposent par la force des idées et la pédagogie (...).
- La seconde serait de se borner à des dénonciations générales du capitalisme et à appeler à son renversement comme seule solution, en se désintéressant, voire en dénonçant comme réformistes ou opportunistes les idées contestataires qui circulent dans la société. » [1]

La difficulté de la situation est en effet la suivante : des solutions anticapitalistes très radicales sont absolument indispensables, mais le niveau de conscience est fort bas et les rapports de forces sociaux sont franchement mauvais.

Comment faire ?

Il ne peut être question de résoudre cette difficulté en rabaissant le programme : les révolutionnaires doivent dire ce qui est. Ils doivent avancer un ensemble de revendications qui donne une réponse cohérente à la situation, et pointe en direction de la nécessaire destruction du capitalisme.

La Gauche a tenu le drapeau de l'anticapitalisme quand d'autres pensaient plus réaliste de se contenter d'antinéolibéralisme. Nous avons bien fait. Cet antinéolibéralisme qui ne voulait s'en prendre qu'aux « excès » du capitalisme ne pouvait finir que dans l'actuel aplatissement social-démocrate face aux marchés financiers.

Mais nous ne sommes pas contre les réformes. Nous soutenons tout pas en avant qui permet de créer une dynamique de lutte et d'entamer la toute-puissance du capital.

L'antinéolibéralisme ayant perdu toute crédibilité comme voie alternative à l'anticapitalisme, nous n'avons aucun complexe à reprendre le flambeau de la lutte pour des réformes antinéolibérales, mais à notre manière : 1°) en les inscrivant dans notre perspective stratégique ; 2°) en en faisant des enjeux de la lutte de classe. Car tout dépend de cela : la construction de rapports de forces !

Dans cette approche, la dynamique est le facteur clé : nous soutenons des réformes qui créent une dynamique, pas celles qui dévient de la trajectoire. La création d'une banque publique sur le modèle de la CGER, par exemple, n'est pas une bonne revendication, selon nous, car elle contourne l'enjeu clé : l'expropriation de la finance. Mais prenons un autre exemple, positif celui-là : face au chômage, nous sommes pour l'interdiction générale des licenciements par la mutualisation des coûts au sein de la classe capitaliste. Cette mesure est absolument nécessaire. Cependant, nous soutiendrons à fond une lutte décidée pour l'interdiction des licenciements dans les seules entreprises qui font des profits, car ce serait un pas en avant important dans la bonne direction.

En théorie, c'est simple : nous gardons le drapeau de l'anticapitalisme en évitant le maximalisme abstrait. Dans chaque situation, nous distinguons soigneusement le programme anticapitaliste et la manière

'd'amorcer la pompe'. Nous articulons la propagande (beaucoup d'idées pour un petit nombre) et l'agitation (peu d'idées pour le grand nombre). C'est indispensable pour ne pas nous isoler de ce qui bouge à gauche dans le mouvement social, sous l'impact de la crise. En pratique, ce n'est pas toujours facile : les questions tactiques sont compliquées, par définition...

Où agir ?

Où peut-on le mieux tenter de contribuer à 'amorcer la pompe' ? La situation actuelle est dominée par la soi-disant 'crise financière'. Celle-ci est devenue une crise des dettes publiques, parce que les banques ont été renflouées avec l'argent de la collectivité (230 milliards d'Euros dans l'Union Européenne) qui a de plus investi massivement dans des « plans de relance ». Pour combler le trou, l'UE et les gouvernements massacrent les acquis sociaux à la tronçonneuse. La dictature du capital financier apparaît au grand jour. C'est un scandale qui alimente un énorme sentiment de révolte et d'indignation populaire. En servant de prétexte pour une austérité de cheval, la collectivisation des dettes privées met en lumière 1°) la nature de classe des politiques, 2°) la collusion entre les Etats et les banques, 3°) la nature de l'UE, 4°) le mythe de la « démocratie parlementaire bourgeoise ».

Nous devons partir de là. Avancer des réponses à la crise de la dette, y lier des revendications pour 'refonder la démocratie' par en-bas, et tirer sur le fil pour amener les trois autres dimensions majeures d'une alternative anticapitaliste globale : 1°) la lutte contre le chômage, 2°) la redistribution radicale des revenus, 3°) la lutte contre le changement climatique, pour que l'énergie soit un bien commun.

La dette publique est un moyen de transfert des richesses du travail vers le capital. Toutes les dettes publiques sont par conséquent illégitimes, raison pour laquelle nous sommes pour leur répudiation. Mais certaines dettes sont particulièrement illégitimes, au point de l'être au sens de l'économie politique et du droit international. Sur base de son expérience au Sud, le CADTM propose le moratoire sur la dette et un audit par les mouvements sociaux, visant à déterminer la part des dettes particulièrement illégitimes. Dans le contexte ultra-défensif actuel, cette revendication a plusieurs avantages :

- elle met le doigt sur un vol manifeste et en souligne le caractère révoltant en s'appuyant sur le concept reconnu d'illégitimité de la dette ;
- elle démasque l'hypocrisie des gouvernements impérialistes, qui utilisent ce concept pour annuler des dettes publiques quand ça les arrange (dette « odieuse » de l'Irak, par exemple) ;
- elle lie concrètement l'indignation sociale face aux inégalités, d'une part, et l'indignation politique face aux partis et aux gouvernements, d'autre part ;
- elle centralise cette indignation, la politise et lui donne une dynamique démocratique, anticapitaliste et internationaliste (au niveau européen mais aussi face au Sud), alternative à la démagogie populiste ;
- par sa dimension citoyenne (appui sur une mobilisation de la population par les syndicats et les associations), elle répond à la volonté populaire de se réapproprier la politique et la démocratie, tout en s'inscrivant dans la tradition du contrôle ouvrier.

La dénonciation des dettes illégitimes constitue un excellent levier pour ouvrir une brèche dans l'austérité. Prétendre qu'on n'aurait pas besoin de ce levier, que la masse des exploité(e)s serait prête à exiger directement la répudiation pure et simple de toutes les dettes, c'est prendre ses souhaits pour des réalités. C'est prendre une posture radicale, pas être radical en pratique.

Faux débats

Soutenir la revendication d'un audit citoyen et syndical sur les dettes n'implique pas d'admettre que les dettes qui ne sont pas 'illégitimes' au sens du droit international devraient être remboursées. Il s'agit au contraire, pour nous, d'amorcer la pompe de la mobilisation et de la radicalisation qui peut seule mettre à l'ordre du jour concret l'annulation pure et simple de toutes les dettes. La démarche est en fait celle du contrôle ouvrier : quand des travailleurs exigent l'ouverture des livres de compte d'une entreprise en faillite, pour faire la lumière sur des manœuvres patronales louches, seul un pédant pourrait les accuser de cautionner ainsi l'exploitation capitaliste « légitime ».

Il serait absurde d'opposer l'audit/annulation aux revendications pour 'prendre l'argent où il est'. En effet, à quoi bon 'prendre l'argent où il est' pour rembourser 22 milliards de dettes illégitimes ? Les deux

revendications sont complémentaires. L'annulation des dettes crée les conditions pour que l'argent pris 'là où il est' aille 'là où il doit aller' : c'est-à-dire au refinancement du secteur public afin de satisfaire les besoins sociaux et environnementaux, ainsi qu'à la restauration d'une protection sociale digne de ce nom.

Il serait absurde également d'opposer l'audit/annulation à la nationalisation du crédit. En réalité, la lutte autour de l'audit augmentera la légitimité de la nationalisation 1°) parce que les banques tenteront de la saboter, 2°) parce que l'audit lui-même, s'il est réalisé, mettra en pleine lumière les méthodes de bandit par lesquels le capital financier pille la collectivité avec la complicité des gouvernements. En particulier, il montrera que les banques ont prêté aux Etats du capital fictif, généré par les ventes à découvert, c'est-à-dire de l'argent qu'elles n'avaient pas.

Conclusion

En cette rentrée sociale, tout en faisant une propagande soutenue pour une alternative anticapitaliste, les militant-e-s anticapitalistes ont tout à gagner à mener une agitation simple et percutante centrée sur deux points clés :

- la lutte la plus large et la plus déterminée pour le rejet pur et simple de toutes les mesures d'austérité contre le monde du travail. Face à un Di Rupo qui marche sur les traces de Papandreou, face à un Javeau qui se démasque comme néolibéral vert (pâle), les syndicats doivent choisir leur camp : celui de leurs affilié(e)s. Il faut un plan d'action précis, tous ensemble, jusqu'au retrait des mesures, et placer ce plan dans la perspective d'une indispensable grève européenne contre les diktats de la troïka (FMI, BCE, Commission).

- une vaste campagne unitaire en faveur d'un moratoire et d'un audit citoyen sur la dette. Pour les syndicalistes, cette campagne, si elle est menée avec simplicité et en profondeur dans les entreprises, les quartiers, les associations, pourrait contribuer de façon décisive à modifier les rapports de forces... C'est ce que 'l'opération vérité' a permis de faire avant la grève de 60-61, en dénonçant la responsabilité des holdings dans le déclin structurel de l'économie et de l'emploi. Aujourd'hui comme hier, le point de départ consiste à oser dire la vérité : « Cette dette n'est pas la nôtre ! Nous ne la paierons pas ! »

[1] Voir sur ESSF : Face aux derniers soubresauts de la crise : quelques éléments d'analyse.

Que faire pour se libérer du piège des dettes publiques?

Entretien avec François Chesnais

Nous publions ici l'intégralité de l'entretien qui s'est déroulé le 28 juin entre François Chesnais, économiste marxiste, membre du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) et Dominique Sicot, journaliste à L'Humanité-Dimanche. (Rédaction d'A l'Encontre.org)

Comment définir la situation des classes populaires en Europe par rapport à la question de la dette?

Dans mon livre [Les dettes illégitimes. Editions Raisons d'Agir, mai 2011] je parle de la «double peine» que les bourgeoisies et les gouvernements sont en train de leur infliger. Fin 2008 et toute l'année 2009, les salarié-e-s ont subi de plein fouet les effets de la crise mondiale sous la forme de fermetures d'usines, licenciements, réduction d'horaires et de gel salarial. Puis à partir de la première phase de la crise de la dette grecque en mai 2010 et l'entrée en scène des agences de notations comme porte-parole des exigences des banques et des investisseurs financiers, les gouvernements européens ont entrepris d'attaquer les classes populaires tous azimuts au nom de «l'obligation de payer la dette».

Ce que le gouvernement Papandréou a accepté d'imposer aux citoyens grecs dans le cadre du nouveau «plan de sauvetage» mis au point par la troïka – UE, BCE et FMI – donne froid dans le dos. Hausse de deux points de la TVA de 19% à 21%, augmentation des taxes sur l'alcool, le tabac et les carburants (0,08 euro sur l'essence et 0,03 euros sur le gazole). Création d'un «droit d'accès» au réseau électrique. Réductions de salaires et de retraites dans la fonction publique à hauteur de 1,7 milliard d'euros, soit 0,7% du PIB. Gel de toutes les retraites publiques et privées. Amputation du programme d'investissement public. Mesures pour faciliter les licenciements. Vague de privatisation d'une ampleur sans précédent : les ports, les aéroports, les chemins de fer, le service de l'eau, les télécoms et la Banque postale, etc. Au Portugal, les mesures acceptées par les deux partis «majoritaires» sont du même acabit. En Irlande, dans le contexte d'un système économique et sociale à l'anglo-saxonne, où la protection sociale était déjà faible, les ravages du plan d'austérité à la suite de l'étatisation de la dette des banques sont particulièrement forts dans la santé publique et l'enseignement.

Dans mon livre, je rappelle que la décision du gouvernement Sarkozy d'accélérer tout d'un coup la «réforme» des retraites et de passer en force est la conséquence d'une admonestation des agences de notation, fin mai 2010. Les plans d'austérité sont déjà en œuvre partout. Ils n'ont pas encore le degré d'intensité que l'UE, la BCE et le FMI sont en train d'administrer à la Grèce, mais aussi au Portugal et à l'Irlande. Les salarié-e-s et les jeunes de la plupart des pays européens doivent s'attendre à des politiques visant à leur imposer la même potion amère. Bon nombre des indignés qui ont occupé les villes d'Espagne l'ont compris.

On lit des appels à ce que le paiement de la dette soit mis au centre du débat de la campagne présidentielle de 2012. Qu'en pensez-vous?

Il est inévitable que ce soit le cas. L'enjeu est de savoir qui en prend l'initiative et en définit les termes. Dans Le Monde du 28 juin, Stéphane Boujnah (qui est délégué général du groupe financier Santander en France – après avoir été une «vedette» de la Deutsche Bank – et pas seulement président du think tank: «En temps réel»), écrit bien sûr que la dette française doit être payée. Il souhaite la création d'un «conseil national du redressement des comptes publics», qui serait inspiré, dit-il, « du légendaire Conseil national de la Résistance». Cela revient à dire que la dette publique française est légitime et qu'une sorte d'union sacrée doit permettre qu'elle soit «honorée».

Le mouvement social français doit s'opposer de toutes ses forces à ce discours qui est absolument dominant dans les médias et pour l'instant dans la très grande majorité des discours politiques. Si la dette de la Grèce a des traits de dette odieuse, toutes les dettes publiques européennes sont illégitimes, dont celle de la France. De par les conditions politiques dans lesquelles les pays sont tombés sous la coupe des «marchés». De par la nature des «prêts» sur lesquels on doit payer des intérêts aux banques et assurer le

remboursement.

L'injonction morale de payer la dette faite aux citoyens repose sur deux idées. D'abord que ceux-ci seraient parties prenantes conscientes et consentantes à l'accumulation de la dette. Dans mon livre, je rassemble un ensemble d'éléments mis en lumière par des syndicats comme le SNUI [syndicat des finances publiques] et Sud Trésor ou des journalistes méticuleux comme ceux de Médiapart, qui montrent à quel point cela n'a pas été le cas. Le bouclier fiscal est seulement la pointe visible d'un iceberg de baisse des impôts du capital et des hauts revenus et d'évasion fiscale. La seconde «fausse évidence», pour utiliser l'expression des Economistes atterrés, est que ce seraient des sommes, fruit d'une épargne amassée par un dur labeur, qui auraient été prêtées. Ce n'est que très marginalement le cas. Lorsque les banques et les fonds de placement « prêtent aux Etats », ils activent moyennant «l'effet de levier» un mécanisme d'appropriation d'une partie des impôts payés par ceux qui ne peuvent y échapper (la TVA notamment). Ces «prêts» reposent sur un tissu compliqué de transactions interbancaires en bonne partie occultes (le « shadow banking system » ou «système financier de l'ombre»), dont les bases sont si fragiles que tout défaut de paiement, même d'un très petit pays (la Grèce représente 2% du PIB de la zone euro) est une menace pour les banques.

Je défends, de même qu'Attac le fait, la nécessité de procéder à un audit public de la dette. En Grèce un comité pour le moratoire et l'audit de la dette a été créé en janvier 2011. Ses militants ont déjà mené un travail suffisamment fort pour qu'un secteur des militants de la place Syntagma l'ait adopté et qu'on ait pu entendre dans une vidéo de dailymotion, une jeune femme porte-parole du syndicat des employés de l'Etat, scander à la fin de l'interview les mots d'ordre de l'autocollant qu'elle portait : «On ne doit rien ! On ne vendra rien ! On ne paiera rien!».

En Espagne, l'activité des banques est dans la ligne de mire des indignés. Je souligne peut-être plus fortement que ne le fait pour l'instant Attac, qu'étant donné les traditions politiques françaises, l'audit peut vraiment prendre corps seulement sous la forme d'une vaste campagne populaire initié par les associations et des partis, dont la campagne des comités pour le Non au TCE [Traité constitutionnel européen] de 2005 fournit un parfait exemple. Le cas grec montre l'immense portée démocratique d'une campagne pour le moratoire et l'audit populaire de la dette. En France, celles et ceux qui se sont penchés sur les centaines de pages du TCE seront parfaitement capables d'éplucher les documents publics, notamment les rapports parlementaires, où une large partie des «cadeaux au capital» sont détaillés. S'agissant des détenteurs des titres de dette, la question de la sauvegarde de la petite épargne en cas d'annulation est souvent soulevée. Lors des déclarations d'impôt, les banques calculent au centime près les montants afférents à différentes formes d'épargne des ménages. Elle leur serait garantie, car elle ne représente qu'une minuscule partie des «créances» sur l'Etat réclamées par les banques et les investisseurs financiers.

On n'a donc pas affaire à une crise grecque, mais à une crise proprement européenne?

C'est exact. Il s'agit d'une crise européenne, en ce que des banques européennes, allemandes et françaises en particulier, sont menacées plus ou moins sérieusement par un défaut d'Etat du fait de leur gestion risquée et occulte. Beaucoup de gens ont dit que la crise des banques était doublée d'une crise de la «gouvernance européenne». On a plutôt affaire à un essai de mise en œuvre de ce que Naomi Klein nomme «la stratégie du choc».

Les rivalités entre les élites européennes, l'indépendance de la BCE, la lourdeur des institutions de l'UE en rendent le montage compliqué. Mais si on prend les propositions déjà anciennes du Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe, les discours d'Angela Merkel et de Nicolas Sarkozy et le «Pacte pour l'euro» qui durcit drastiquement le «Pacte de stabilité» et enfin le discours récent de Jean-Claude Trichet prônant une «gouvernance» encore plus centralisée et autoritaire de la zone euro, on est bel et bien face à une tentative d'utiliser la «crise de la dette» pour soumettre de nouveau les classes populaires au «talon de fer» du capital.

Cette « stratégie du choc » a pour contexte, au plan mondial, le cul-de-sac de l'accumulation financiarisée et du modèle de croissance par endettement. Les Etats-Unis en ont été la clef de voûte. Ils ont été l'épicentre du krach du Nasdaq en 2001 et des banques d'investissement en septembre 2008. Ils ne connaissent pas d'autre modèle et cherchent donc à le perpétuer. Pourtant le gouvernement américain est en quasi-cessation de paiement. Les pays d'Europe, dont ceux de la zone euro, ont copié les mécanismes du modèle de croissance par endettement dans des combinaisons différentes. L'Irlande et l'Espagne ont

construit une prospérité factice sur des booms immobiliers insensés. Partout les entreprises ont saisi les opportunités de la libéralisation pour faire jouer la concurrence entre les salarié-e-s de pays à trajectoire historique et à niveaux de salaires et de protection sociale très différents. La demande intérieure a fléchi et n'a été soutenue que par l'endettement des ménages. Partout les gouvernements de gauche comme de droite ont baissé les impôts sur le capital et sur les hauts revenus et ont compensé la baisse de la fiscalité par un recours croissant à l'emprunt.

Le taux d'endettement de la France avoisine maintenant 90% du PIB. Mais à l'automne 2008, avant le sauvetage des banques et des groupes de l'automobile, il était déjà de 63%. La même chose est vraie pour d'autres pays. Mais la France est aussi le siège de trois des groupes financiers (on les appelle encore « banques » mais le terme est faux) très impliqués dans le soutien du boom immobilier en Espagne et dans l'achat de titres de la dette.

On entend les dirigeants européens répéter que si le peuple grec parvenait à empêcher le nouveau plan d'austérité, cela risquerait de déclencher des faillites bancaires en cascade.

La realpolitik de la finance veut effectivement que les peuples acceptent de s'immoler pour que la domination du capital perdure. Le premier acte de prise de fonction de la nouvelle directrice du FMI [Christine Lagarde] a donc été, tout naturellement, d'appeler le parlement grec à être « responsable » et à voter unanimement les lois afférentes au nouveau « plan de sauvetage ».

Revenons sur les « banques ». La concentration aidant, les banques se sont transformées en groupes financiers pour lesquels les opérations de loin les plus profitables sont celles de valorisation des portefeuilles des riches (la « banque privée ») et surtout les opérations de spéculation sur les titres de la dette publique et de refinancement des emprunts des sociétés immobilières et des banques hypothécaires. Depuis leur sauvetage en 2008, les « banques » n'ont pas épuré tous les actifs toxiques de leurs comptes. Elles ont continué à faire des placements à haut risque dans les deux sphères d'activité mentionnées. Elles ont retrouvé leur niveau de rentabilité d'avant la crise. Leurs actionnaires ont reçu des dividendes et les dirigeants des stock-options élevés. Leurs titres (près de 20% du CAC40) ont dopé le cours des Bourses. Il y a un débat incessant dans les journaux spécialisés pour apprécier, on peut même dire deviner, la situation de leur bilan et donc le degré auquel un défaut de paiement « ébranlerait le système financier mondial » réellement. En ce qui concerne la dette grecque, la plupart des groupes financiers ont pris leurs dispositions. On peut interpréter ainsi les informations relatives aux initiatives prises par BNP Paribas sur la Grèce. Mais un « effet de dominos » est toujours possible. Ce qui inquiète vraiment la finance est la situation espagnole, quatrième économie de la zone euro, où le marasme économique est profond alors que la jeunesse et des secteurs sociaux se mobilisent.

Dans votre livre, vous privilégiez la question de l'annulation de la dette et la mise sous contrôle social des banques, là où d'autres se focalisent sur la sortie de l'euro ?

Il y a différentes façons de se positionner par rapport à la crise de l'euro. On peut voir l'euro comme un carcan (certains l'ont pensé dès le départ) et donc dans la crise actuelle comme l'occasion de revenir à une monnaie nationale, dont le gouvernement pourrait relancer la croissance par la dévaluation du taux de change. Ceux qui ont cette position parlent peu ou pas du tout de la dette. Ils pensent peut-être que l'augmentation des rentrées fiscales la réglerait en bonne partie. Ils oublient l'expérience de la dévaluation compétitive de la fin des années 1980, avec une dette bien moins élevée et une base industrielle bien plus solide.

On peut voir la crise de l'euro comme quelque chose d'inscrite dans les faits en raison de la probabilité, voire l'inévitabilité d'un défaut de la Grèce. La dette grecque était 133% du PIB en 2010. Elle va avoisiner les 160% en 2011 et frôler, selon certaines projections, les 180% d'ici deux ans. Les mesures brutales ne font donc que retarder l'échéance du moment où il faudra bien faire « le saut dans l'inconnu », c'est-à-dire restructurer la dette, en allonger les échéances, en effacer une partie. Il est tout à fait possible que l'effet de dominos soit alors si fort que la zone euro éclate. Certaines banques n'y résisteraient pas, de sorte que la question de leur mise sous contrôle social se poserait.

On ne pourrait quand même pas leur éviter la faillite une fois de plus gratis. Les travailleurs se trouveraient plus que jamais confrontés à la question : faut-il se saigner pour que l'Etat assure un service de la dette publique écrasant – en France, à hauteur de 50 milliards d'euros, il absorbe la totalité de ce qui est prélevé au titre de l'impôt sur le revenu ! – de façon à permettre aux banques de continuer de payer des dividendes

et des rémunérations mirobolantes aux dirigeants ?

Ce que je défends, c'est que le mouvement social, aidé si possible par certains partis, se dispose de façon à ne pas être pris par surprise lors d'une nouvelle crise bancaire et à pouvoir y répondre à l'aide du mot «saisir les banques». Ce mot d'ordre a un «caractère algébrique». Le degré de radicalité de sa mise en œuvre dépend de l'état des rapports de forces politiques, donc en bonne partie de l'importance de la préparation politique citoyenne en amont. Il est possible que la résistance des classes populaires et de la jeunesse, comme en Espagne, soit un facteur déclencheur de faillites bancaires. Mais c'est le système bancaire lui-même qui s'est mis dans cette situation. La création d'un réseau de comités pour l'audit de la dette permettrait au mouvement social de se disposer face à cette éventualité. Il serait prêt à se mobiliser contre toute nouvelle annonce gouvernementale de la nécessité de « sauver les banques ». C'est le premier pas évidemment vers des mots d'ordre plus radicaux. C'est ce que beaucoup de militants attendent des associations altermondialistes et des partis de gauche et d'extrême gauche.

Le combat politique pour le moratoire et l'annulation, après audit populaire, de la plus large partie de la dette publique n'est pas de ceux qui peuvent être «délégué». Ce qui se passe à Athènes nous concerne en France. Si la dette de la Grèce a des traits de « dette odieuse », toutes les dettes publiques européennes sont illégitimes.

Entretien publié sur le site www.alencontre.org

Affronter la crise de la dette en Europe

Par Damien Millet et Eric Toussaint

Un des avatars de la crise du secteur financier qui a débuté en 2007 aux Etats-Unis et s'est étendue comme une traînée de poudre à l'Europe, c'est la fougue avec laquelle les banques de l'Ouest européen (surtout les banques allemandes et françaises [1], mais aussi les banques belges, néerlandaises, britanniques, luxembourgeoises, irlandaises...) ont utilisé les fonds prêtés ou donnés massivement par la Réserve fédérale et la BCE pour augmenter, entre 2007 et 2009, leurs prêts dans plusieurs pays de la zone euro (Grèce, Irlande, Portugal, Espagne) où ils réalisaient de juteux profits en raison des taux d'intérêt qui y étaient plus élevés. A titre d'exemple : entre juin 2007 (début de la crise des subprime) et septembre 2008 (faillite de Lehman Brothers), les prêts des banques privées d'Europe occidentale à la Grèce ont augmenté de 33%, passant de 120 milliards à 160 milliards d'euros.

Les banquiers d'Europe occidentale ont joué des coudes pour prêter de l'argent dans la Périphérie de l'Union européenne à qui voulait bien s'endetter. Non content d'avoir pris des risques extravagants outre-Atlantique dans le marché des subprime avec l'argent des épargnants qui à tort leur faisaient confiance, ils ont répété la même opération en Grèce, au Portugal, en Espagne... En effet, l'appartenance à la zone euro de certains pays de la Périphérie a convaincu les banquiers des pays de l'Ouest européen que les gouvernements, la BCE et la Commission européenne leur viendraient en aide en cas de problème. Ils ne se sont pas trompés.

Lorsque de fortes turbulences ont secoué la zone euro à partir du printemps 2010, la BCE prêtait au taux avantageux de 1% aux banques privées, qui à leur tour exigeaient de pays comme la Grèce une rémunération bien supérieure : entre 4 et 5% pour des prêts d'une durée de trois mois, environ 12% pour les titres à 10 ans. Les banques et les autres investisseurs institutionnels ont justifié de telles exigences par le « risque de défaut » qui pesait sur les pays dits « à risque ». Une menace si forte que les taux ont considérablement augmenté : celui accordé par le FMI et l'Union européenne à l'Irlande en novembre 2010 atteignait 6,7%, contre 5,2% à la Grèce six mois plus tôt. En mai 2011, les taux grecs à dix ans dépassaient 16,5%, ce qui a obligé ce pays à n'emprunter qu'à trois ou à six mois, ou à s'en remettre au FMI et aux autres gouvernements européens. La BCE doit désormais garantir les créances détenues par les banques privées en leur rachetant les titres des États... auxquels en principe elle s'est interdit de prêter directement.

Cherchant à réduire les risques pris, les banques françaises ont diminué en 2010 leur exposition en Grèce, qui a fondu de 44 %, passant de 27 à 15 milliards de dollars. Les banques allemandes ont opéré un mouvement similaire : leur exposition directe a baissé de 60% entre mai 2010 et février 2011, passant de 16 à 10 milliards d'euros. Ce sont le FMI, la BCE et les gouvernements européens qui remplacent progressivement les banquiers et autres financiers privés. La BCE détient en direct pour 66 milliards d'euros de titres grecs (soit 20% de la dette publique grecque) qu'elles a acquises sur le marché secondaire auprès des banques, le FMI et les gouvernements européens ont prêté jusqu'en mai 2011, 33,3 milliards d'euros. Leurs prêts vont encore augmenter à l'avenir. Mais cela ne s'arrête pas là, la BCE a accepté des banques grecques pour 120 milliards de titres de la dette grecque comme garanties (collatéraux) des prêts qu'elle leur accorde à un taux de 1,25%. Le même processus est enclenché avec l'Irlande et avec le Portugal.

On retrouve là tous les ingrédients de la gestion de la crise de la dette du tiers-monde avec la mise en place du Plan Brady [2]. Au début de la crise qui a éclaté en 1982, le FMI et les gouvernements des grandes puissances, Etats-Unis et Grande-Bretagne en tête, sont venus à la rescousse des banquiers privés du Nord qui avaient pris des risques énormes en prêtant à tour de bras aux pays du Sud, surtout d'Amérique latine. Lorsque des pays comme le Mexique se sont trouvés au bord de la cessation de paiement à cause de l'effet conjoint de l'augmentation des taux d'intérêt et la baisse de leurs revenus d'exportation, le FMI et les pays membres du Club de Paris leur ont prêté des capitaux à condition qu'ils poursuivent les remboursements et qu'ils appliquent des plans d'austérité (les fameux plans d'ajustement structurel). Ensuite, comme l'endettement du Sud gonflait par l'effet boule de neige (comme cela est en train de se passer sous nos yeux en Grèce, en Irlande, au Portugal et ailleurs dans l'UE), ils ont mis en place le Plan Brady (du nom du secrétaire au Trésor états-unien de l'époque) qui a impliqué une restructuration de la dette des principaux pays endettés avec échange de titres.

Le volume de la dette a été réduit de 30% dans certains cas et les nouveaux titres (les titres Brady) ont garanti un taux fixe d'intérêt d'environ 6%, ce qui était très favorable aux banquiers. Cela assurait aussi la poursuite des politiques d'austérité sous le contrôle du FMI et de la Banque mondiale. Sur le long terme, le montant total de la dette a néanmoins augmenté et les montants remboursés sont énormes. Si on ne prend en compte que le solde net entre montants prêtés et remboursés depuis la mise en place du plan Brady les pays en développement ont offert aux créanciers l'équivalent de plus de six plans Marshall, soit environ 600 milliards de dollars. Ne faut-il pas éviter qu'un tel scénario se répète ? Pourquoi accepter que les droits économiques et sociaux des peuples soient une fois de plus sacrifiés sur l'autel des banquiers et des autres acteurs des marchés financiers ?

Selon les banques d'affaires Morgan Stanley et J.P.Morgan, en mai 2011, les marchés considéraient qu'il y avait 70% de probabilité que la Grèce fasse défaut sur sa dette, contre 50% deux mois plus tôt. Le 7 juillet 2011, Moody's a placé le Portugal dans la catégorie dettes à haut risque. Voilà une raison supplémentaire pour opter pour l'annulation : il faut auditer les dettes avec participation citoyenne afin d'en annuler la partie illégitime. Si on ne prend pas cette option, ce sont les victimes de la crise qui subiront à perpétuité une double peine au bénéfice des banquiers coupables. On le voit bien avec la Grèce : les cures d'austérité se succèdent sans que s'améliore la situation des comptes publics. Il en sera de même pour le Portugal, l'Irlande et l'Espagne. Une grande partie de la dette est illégitime car elle provient d'une politique qui a favorisé une infime minorité de la population au détriment de l'écrasante majorité des citoyens.

Dans les pays qui ont passé des accords avec la Troïka, les nouvelles dettes sont non seulement illégitimes, elles sont également odieuses et ce pour trois raisons : 1. les prêts sont assortis de conditions qui violent les droits économiques et sociaux d'une grande partie de la population ; 2. les prêteurs font du chantage à l'égard de ces pays (il n'y a pas de véritable autonomie de la volonté du côté de l'emprunteur) ; 3. les prêteurs s'enrichissent abusivement en prélevant des taux d'intérêts prohibitifs (par exemple, la France ou l'Allemagne emprunte à 2% sur les marchés financiers et prête à plus de 5% à la Grèce et à l'Irlande ; les banques privées empruntent à 1,25% à la BCE et prêtent à la Grèce, à l'Irlande et au Portugal à plus de 4% à 3 mois). Pour des pays comme la Grèce, l'Irlande, le Portugal ou des pays d'Europe de l'Est (et en dehors de l'UE, des pays comme l'Islande), c'est-à-dire des pays qui sont soumis au chantage des spéculateurs, du FMI et d'autres organismes comme la Commission européenne, il convient de recourir à un moratoire unilatéral du remboursement de la dette publique. C'est un moyen incontournable pour créer un rapport de force en leur faveur. Cette proposition devient populaire dans les pays les plus touchés par la crise.

Il convient également de réaliser sous contrôle citoyen un audit de la dette publique. L'objectif de l'audit est d'aboutir à une annulation/répudiation de la partie illégitime ou odieuse de la dette publique et de réduire fortement le reste de la dette.

La réduction radicale de la dette publique est une condition nécessaire mais pas suffisante pour sortir les pays de l'Union européenne de la crise. Il faut la compléter par toute une série de mesures de grande ampleur dans différents domaines (fiscalité, transfert du secteur de la finance dans le domaine public, re-socialisation d'autres secteurs clés de l'économie, réduction du temps de travail avec maintien des revenus et embauche compensatoire, etc. [3]).

L'injustice flagrante qui domine les politiques régressives à l'œuvre en Europe alimente la puissante mobilisation des indignés en Espagne, en Grèce ou ailleurs. Grâce à ces mouvements qui ont débuté dans le sillage des soulèvements populaires d'Afrique du Nord et du Proche Orient, nous vivons une accélération de l'histoire. La question de la dette publique doit être affrontée de manière radicale.

Damien Millet et Eric Toussaint. www.cadtm.org Damien Millet est porte-parole du CADTM France (www.cadtm.org), Eric Toussaint est président du CADTM Belgique. Ils ont dirigé l'ouvrage : *La Dette ou la Vie, Aden-CADTM, Bruxelles-Liège, été 2011, 379 pages, 20€.*

Notes :

1) A la fin 2009, les banquiers allemands et français détenaient à eux seuls 48 % des titres de la dette extérieure espagnole (les banques françaises détiennent 24 % de ces dettes), 48 % des titres de la dette portugaise (les banques françaises en détiennent 30 %) et 41 % des titres de la dette grecque (les françaises venant en tête avec 26 %).

2) Éric Toussaint, Banque mondiale : le Coup d'État permanent, CADTM-Syllepse-Cetim, 2006, chapitre 15.

3) Voir www.cadtm.org

Dettes publiques: L'appétit vient en auditant !

Par Yorgos Mitralias

Etant donné que la crise de la dette était jusqu'à très récemment le « privilège » exclusif des pays du Tiers Monde, il n'est pas surprenant qu'il n'y ait ni d'expériences, ni de leçons tirées d'expériences et encore plus aucune bibliographie relative à la préparation, l'organisation et la réalisation d'audits de la dette publique dans les pays du Nord global. C'est donc exactement pour cette raison qu'il est presque « normal » qu'un livre qui ambitionne de constituer un « manuel pour les audits » de la dette énumère et s'inspire des faits, des situations et surtout, des expériences concrètes d'audits réalisés exclusivement dans ce Tiers Monde tant éprouvé.

Alors, au moment où la crise de la dette se déplace massivement au Nord global et nous-mêmes ici en Grèce sommes appelés à nous y confronter, contestant et dénonçant en actes ce cauchemar qui est la dette publique grecque, nous ne pouvons évoquer aucun précédent, tirer des enseignements d'aucune expérience d'audit en Europe Unie ou plus généralement au Nord développé. Cependant, on ne part pas de zéro. Les expériences et les leçons tirées des luttes au Sud global sont ici, à notre disposition, et il ne reste qu'en profiter pour initier, pour le compte aussi des autres peuples européens, celle qui est, peut être, la plus décisive des batailles présentes et à venir : la bataille contre la dette qui ravage des sociétés et détruit des vies humaines, tout en constituant un des outils les plus éprouvés pour rendre les riches scandaleusement plus riches et les pauvres inhumainement plus pauvres...

Il n'y a pas de doute que les différences entre les crises de la dette au Nord et au Sud soient réelles et pas du tout négligeables. Cependant, tant au Sud qu'au Nord, les objectifs d'un authentique audit de la dette publique sont identiques à ceux décrits au livre que vous avez en mains :

« Le premier objectif d'un audit est de clarifier le passé, de démêler l'écheveau de la dette, fil par fil, jusqu'à reconstruire la pelote des enchaînements qui ont conduit à l'impasse actuelle. Qu'est devenu l'argent de tel emprunt, à quelles conditions cet emprunt a-t-il été conclu ? Combien d'intérêts ont été payés, à quel taux, combien du principal a déjà été remboursé ? Comment la dette s'est-elle enflée sans qu'on voie la couleur de l'argent ? Quel chemin ont suivi les capitaux ? A quoi ont-ils servi ? Quelle part a été détournée et comment? ». Et en plus de tout ça:

« Qui a emprunté et au nom de qui ? Qui a prêté et quel a été son rôle ? Comment l'Etat s'est-il trouvé engagé, par quelle décision, prise à quel titre ? Comment des dettes privées sont-elles devenues « publiques » ? Qui a engagé des projets bidon, qui y a poussé, incité, qui en a profité ? Quels crimes ont été commis avec cet argent ? Pourquoi n'établit-on pas les responsabilités civiles, pénales et administratives ? »

Il suffit d'avoir en tête ces interrogations pour comprendre combien énorme est le champ d'action d'un audit de la dette publique, qu'il n'a absolument rien à voir avec sa caricature qui le réduit à une simple vérification de chiffres faite par des comptables routiniers. Alors, ce n'est pas du tout un hasard que les partisans des audits argumentent en faveur de leur nécessaire réalisation en invoquant toujours deux besoins fondamentaux et vitaux de la société : ceux de la transparence et du contrôle démocratique de l'Etat et des gouvernants pas les citoyens.

Il s'agit sans doute des besoins qui se réfèrent à des droits démocratiques tout à fait élémentaires, bien que violés en permanence, reconnus par le droit international. Le droit des citoyens de connaître les actes de ceux qui les gouvernent, de s'informer de tout ce qui concerne leur gestion, leurs objectifs et leurs motivations est intrinsèque à la démocratie elle-même puisqu'il émane du droit fondamental des citoyens d'exercer leur contrôle sur le pouvoir et de participer activement aux affaires communes.

Alors, le fait que ce pouvoir refuse obstinément de réaliser l'audit de sa propre dette et a horreur même de l'idée que quelques intrus « non institutionnels » oseraient de le réaliser à sa place, est indicatif de notre démocratie (bourgeoise et néolibérale) malade et profondément déficitaire. Une démocratie infirme, qui d'ailleurs n'arrête pas de nous bombarder avec sa rhétorique sur la transparence.

Ce besoin permanent de transparence dans les affaires publiques acquiert pourtant à l'époque du néolibéralisme le plus sauvage et de la corruption débridée –sans précédent dans l'histoire mondiale- une énorme importance supplémentaire : Il se transforme en un besoin social et politique tout à fait vital ! Et c'est exactement pour cette raison que la transparence en actes constitue un cauchemar et est exorcisée dans la pratique par les puissants du système, qui ne montrent la moindre envie de tolérer des témoins non invités à leur interminable festin néolibéral.

En d'autres termes, dans la période actuelle de la plus vaste corruption et des innombrables scandales financiers, des libertés et des droits des citoyens considérés jadis comme « élémentaires » se transforment en ...produits de luxe toujours plus rares dans nos sociétés étroitement surveillées. La conséquence directe en est que l'exercice de ces droits démocratiques, jusqu'à hier « élémentaires », soit considéré par les gouvernants presque comme une déclaration de guerre à leur système par « ceux d'en bas ». Et naturellement, elle est traitée en conséquence...

Une brèche dans le mur du pouvoir

Sans aucune hésitation, il suffirait de pratiquer ces droits démocratiques « élémentaires », de fait extrêmement politiques, pour que l'audit de la dette publique acquière une dynamique socialement salutaire et politiquement presque ...subversive. Cependant, l'utilité profonde d'un audit indépendant de la dette publique ne peut pas se résumer uniquement dans la défense de la transparence et de la démocratisation de la société. Elle va beaucoup plus loin, puisqu'elle touche à des questions qualitativement supérieures et ouvre le chemin à des processus qui pourraient s'avérer extrêmement dangereux pour le pouvoir établi et potentiellement libérateur pour l'écrasante majorité des citoyens !

En effet, en exigeant d'ouvrir et d'auditer les livres de la dette publique, et encore mieux en ouvrant et en auditant ces livres, le mouvement de l'audit citoyen ose « l'impensable » : il pénètre dans la zone interdite, dans le saint des saints du système capitaliste, la où, par définition, n'est toléré aucun intrus !

En même temps, il se trouve confronté, directement et sans aucun intermédiaire, au système lui-même puisqu'il lui conteste le plus essentiel de ses pouvoirs : la monopolisation du droit de décider, de prendre les décisions sur les plus importantes questions financières, politiques, environnementales et sociales du pays ! C'est à dire, de décider du destin, de la vie et de la mort des êtres humains...

Ici, il ne s'agit plus ni de la simple transparence, ni même de la démocratisation de la société. Il s'agit de quelque chose beaucoup plus profond et essentiel, de l'ouverture d'une immense brèche dans le mur du pouvoir qui nous entoure. D'une brèche à travers laquelle devient possible d'entrevoir, même confusément, l'« autre monde possible » de la très chère vision émancipatrice des producteurs associés.

Plus concrètement, afin de réaliser ses objectifs et répondre aux attentes de la société, un audit citoyen de la dette publique est -de fait- contraint d'aller beaucoup plus loin que le contrôle de la simple légalité de cette dette. « Imperceptiblement » il est poussé à pénétrer loin à l'intérieur des champs clôturés du pouvoir capitaliste, de commettre le suprême « sacrilège » de contester la vache sacrée qui est la propriété privée, en évaluant pourquoi, selon quels critères et où est allé l'argent des prêts, où et comment il a été investi. Et ceci oblige de fait le mouvement qui se trouve derrière et autour de lui, c'est-à-dire les salariés et les opprimés de toute espèce, d'élaborer ses propres priorités alternatives sur la base de la satisfaction d'autres besoins sociaux, diamétralement opposés.

Par exemple, critiquer le gaspillage des ressources pour le Jeux Olympiques d'Athènes c'est plus que dévoiler et dénoncer la corruption de grande ampleur qui les accompagnait, ou imputer des responsabilités pour les pots de vin distribués si grassement. La critique principale et plus pertinente de ces J.O est celle faite sur la base d'une autre et totalement différente vision de la réalité sociale et environnementale. Celle qui conduit à l'adoption des priorités sociales et économiques diamétralement opposées et donc, d'un autre monde possible. Au lieu de la construction d'équipements sportifs pharaoniques, des investissements pour la santé, l'enseignement, l'amélioration qualitative des services publics, etc. Au lieu de la bétonisation extrême de la capitale et de ses habitants déjà asphyxiés, des investissements massifs pour s'attaquer au changement climatique. En d'autres termes, au lieu des profits de trop peu nombreux, la satisfaction des besoins de l'écrasante majorité des humains...

Pourtant, c'est exactement cette vision des besoins de la population travailleuse –mais aussi de la nature

dans laquelle nous vivons et nous nous reproduisons- qui offre la base pour que commence à émerger non seulement la nécessité mais aussi les lignes générales d'une autre organisation économique et sociale, c'est-à-dire d'une autre société ! C'est ainsi qu'en commençant par le « sacrilège » d'un simple audit de la dette, qui a dévoilé aux yeux des gens combien nu est le roi (capitaliste) qui nous écrase, le processus s'est transformé rapidement en une école tout a fait inédite fréquentée par « ceux d'en bas » qui y forment et développent leur conscience de classe et politique, tout en élargissant leurs horizons au point de commencer à avoir envie de contester carrément le pouvoir lui-même de « ceux d'en haut ».

Mouvement social et auto-organisation

C'est évident qu'un tel audit de la dette publique ne peut pas se réaliser sans la participation directe et active de « ceux d'en bas ». Pour qu'il existe, il demande la création et le développement d'un mouvement social unitaire mais aussi démocratique. Cependant, ce mouvement ne peut et ne doit pas être réduit à un rôle de supplétif, ne peut se limiter seulement à suivre les travaux des quelques « experts » de la commission d'audit, soient-ils des gens de gauche ou même des révolutionnaires. Il doit participer au processus de l'audit de la dette non seulement parce qu'il peut l'aider efficacement avec ses connaissances spécifiques, ses témoignages et ses enquêtes, mais surtout parce qu'il est le seul en mesure de juger et de dénoncer la dette publique sur la base de ses propres priorités, besoins, et valeurs populaires, de ses propres visions émancipatrices.

Un tel mouvement radical pour l'audit de la dette ne peut être quelque chose d'abstrait. Pour qu'il acquière chair et os, il doit s'(auto)organiser à l'image de la société moderne elle-même. Et pour que ceci soit fait, il lui faut ressembler à un grand fleuve mouvementiste auquel confluent de nombreux différents torrents humains. Pas au nom d'un quelconque pluralisme métaphysique mais parce que, pour qu'il soit efficace, l'audit de la dette doit se faire en rapport avec les besoins des gens et parce que nul autre peut mieux connaître, juger, évaluer et défendre les besoins par exemple des femmes, que le mouvement féministe lui-même. Ou des agriculteurs que les pauvres agriculteurs, des jeunes que la jeunesse mobilisée, des consommateurs que les consommateurs organisés ou de l'environnement que les écologistes radicaux, etc.

Conclusion : un véritable et efficace audit de la dette publique exige l'existence d'un puissant mouvement dans lequel se rencontrent les mouvements particuliers contre la dette (et les mesures d'austérité) des diverses, petites et grandes, catégories sociales et autres sensibilités de la population salariée opprimée par le capital. C'est à dire, d'un mouvement qui, tenant compte des multiples « identités » du salarié d'aujourd'hui (pas seulement producteur mais aussi consommateur, usager des services publics, victime du sexisme, de la violence conjugale et des discriminations du genre, victime du changement climatique et de la pollution de l'environnement, etc.) tente leur synthèse, sans laquelle le mouvement se fragmente, se divise et perd sa dynamique émancipatrice.

Voici donc une des raisons qui rendent impérative la nécessaire rencontre du mouvement d'audit de la dette publique avec celui des « Je ne paye pas ».(1) Cette nécessité ne découle pas seulement du fait que tous les deux représentent « ceux d'en bas » et leurs résistances. Ca découle avant tout du fait qu'il s'agit, par plusieurs aspects, de mouvements sociaux jumeaux ayant des « philosophies » et des dynamiques similaires, et qui sont condamnés de se rencontrer et de se greffer l'un sur l'autre s'ils veulent développer toutes leurs potentialités. Tous les deux ne se limitent pas à une critique passive du système capitaliste, mais passent à la transgression en actes de la légalité bourgeoise et capitaliste, levant la tête avec insolence aux puissants et à leur système. En agissant ainsi, ils créent les conditions pour l'extension et la généralisation de leur bon exemple, en popularisant avec leur action l'évidence : Oui, gratuits la santé et les transports, l'enseignement et l'électricité, le gaz ou les crèches pour les salariés, les immigrés, les familles monoparentales, les retraités sans le sous, les chômeurs et les laissés pour compte de toute espèce de ce système inhumain. Oui, gratuits parce que ceci n'est pas un luxe extravagant mais un droit des « ceux d'en bas » et un devoir des « ceux d'en haut ».

La rencontre et la jonction organique des tels mouvements sociaux non seulement multiplie leur crédibilité et leur force, mais rend aussi possible une chose beaucoup plus importante : elle accoutume la société de « ceux d'en bas » à l'idée qu'ils ne sont pas éternellement condamnés à obéir résignés les ordres de leurs maîtres. Qu'ils sont non seulement en mesure de contester collectivement ces maîtres et leur pouvoir, mais qu'ils deviennent capables de le remplacer avec le leur !

Audit de la dette et contrôle ouvrier

Le processus d'audit de la dette publique par la société mobilisée peut constituer une grande école pour les travailleurs/ses puisqu'il leur offre une occasion unique de se mettre en contact et de comprendre « de l'intérieur » des questions qui leur sont en permanence inaccessibles et interdites, comme le fonctionnement de l'Etat bourgeois, l'économie du marché nationale et internationale ou les relations et institutions internationales. En jouant ce rôle pédagogique, la grande école de l'audit des livres de l'Etat par les salariés et leurs organisations contribue cependant à la formation et au développement de leur conscience de classe et anticapitaliste puisqu'elle déploie une dynamique analogue à celle du contrôle ouvrier. Une dynamique qui parvient à armer les travailleurs/ses, et plus généralement les victimes du néolibéralisme, avec la volonté de contester la tyrannie du capital et de prendre en main leurs propres destins.

Pourtant, les dynamiques jumelles des deux contrôles ne peuvent pas cacher les importantes différences qui les séparent. En effet, pendant que le contrôle ouvrier ouvre les livres du patron, l'audit de la dette publique passe au peigne fin les livres de l'Etat. Tandis que l'un (le contrôle ouvrier) part par le bas pour aller vers le haut, l'autre (l'audit de la dette) commence par le haut pour aller vers le bas. En d'autres termes, chacun d'eux termine là où commence l'autre...

Alors, si le but ultime du contrôle ouvrier, qui commence à l'usine, à l'entreprise et à chaque lieu de travail, est de faire que les salariés posent la question de leur contrôle hors de leur lieu de travail, le généralisant au niveau de toute la société et de l'Etat, c'est exactement l'inverse qui se passe avec l'audit de la dette : Commençant par l'Etat et sa dette, il cherche à pousser les travailleurs/ses –et tous les opprimés- de généraliser leur expérience et d'imposer leur contrôle aux lieux de travail, à la production et partout où existe l'exploitation capitaliste.

Il s'agit, sans doute, d'une « innovation » qui est le produit direct de nos temps néolibéraux, et qui n'a pas encore attiré l'intérêt de la gauche et de ses états major. Ceci n'est pas une surprise car ce qui nous manque cruellement, surtout au Nord global, sont ces expériences pratiques d'audit de la dette publique de la part de « ceux d'en bas », qui pourraient fonder la recherche théorique en vue de l'analyse et de la compréhension du « phénomène ». Il reste pourtant l'objectif immédiat qui n'est autre que ce qui doit être fait pour que la dynamique de l'audit de la dette fasse le parcours inverse de celui du contrôle ouvrier : « descendre » à la base de la société, aux lieux de travail, et s'étendre à tout le processus productif !

Alors, en attendant le verdict de la praxis de « ceux d'en bas », on peut déjà être sûr d'une chose : Face à un adversaire de classe international, organisé depuis longtemps, coordonné et armé jusqu'aux dents, et étant donné l'internationalisation extrême de l'économie ainsi que la nature et la réalité « multinationales » de la dette publique, la recherche de la part du mouvement de l'audit de la dette des partenaires, des alliés et des compagnons de lutte en dehors des frontières nationales constitue une condition d'importance décisive pour son succès. Deux sont les conséquences directes de cet constat : D'abord, toute lutte pour l'audit et l'annulation de la dette publique qui n'est pas faite au nom et sur la base des intérêts communs (de classe) de « ceux d'en bas », au delà des frontières, est condamnée à l'échec. Ensuite, toute confrontation exclusivement avec les créanciers étrangers et les directoires étrangers, au nom d'une quelconque « résistance à l'occupation étrangère » du pays, est non seulement totalement inefficace, mais elle aussi un vrai combat chimérique jouant le jeu de la sainte alliance de nos tyrans indigènes et étrangers. À l'internationale du capital si réelle et si concrète, nous n'opposons pas le patriotisme mais notre internationalisme en actes.

Ce qui est encourageant est que tout ça doit et peut aujourd'hui se concrétiser, se transformer directement en un internationalisme pratique de combat. La raison est simple : les peuples en Europe –mais sûrement au delà d'elle, de l'autre cote de la Méditerranée où fait rage la révolution arabe !- sont tous dans le même bateau de la dette publique explosive et des mesures d'austérité inhumaines, et en plus ils sentent toujours plus intensément le besoin de collaborer et d'unir leurs forces contre leur ennemi commun de classe. La preuve est que jour après jour, ils sont toujours plus nombreux ceux qui paraissent partager la certitude qu'il n'y a pas de salut à l'intérieur de leurs frontières nationales ; qu'il faut, ici et maintenant, que les peuples d'Europe (de l'est et de l'ouest) fassent exactement ce que font leurs gouvernants, l'Europe Unie, le FMI et leur riche arsenal institutionnel et punitif : se coordonner et agir ensemble sur la base d'un projet stratégique commun.

En dernière analyse, « ceux d'en haut » font bien leur travail ; il est grand temps que « ceux d'en bas » fassent le leur !...

Yorgos Mitralias, journaliste retraité et correspondant d'Inprecor, est un des fondateurs du Comité grec contre la dette et militant du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde (CADTM). Ce texte est le prologue à l'édition grecque du livre « Menons l'enquête sur la Dette ! – Manuel pour les audits de la dette du Tiers Monde ». L'édition grecque est augmentée d'un long et important texte de Maria Lucia Fattorelli sur les expériences d'audit de la dette publique en Equateur et au Brésil, ainsi que du texte d'Eric Toussaint « Quelques fondements juridiques de l'annulation de la dette ».
Intertitres: www.lcr-lagauche.be

Note:

(1) Le mouvement « Je ne Paye pas », qui a pris récemment une grande ampleur en Grèce, s'est constitué autour du refus de payer les tickets de péage exorbitants sur les autoroutes privatisées du pays. La grande nouveauté de ce mouvement très populaire et radical est qu'il ne se limite pas à la dénonciation passive des augmentations successives du prix des péages mais qu'il pratique la désobéissance active de masse en forçant les barrières ! Ces derniers temps, le mouvement « Je ne Paye pas » est en train de s'étendre aux transports urbains de Thessalonique, au nord de la Grèce.

Les leçons de l'Argentine pour la Grèce

Par Claudio Katz

Les comparaisons de l'exemple argentin avec l'effondrement grec sont désormais incontournables. Les analystes tentent d'évaluer si les mesures adoptées par le premier pays amélioreraient ou au contraire aggraveraient la situation du second. Cette évaluation s'étend généralement à d'autres nations de la périphérie européenne comme le Portugal et l'Irlande. Les mouvements sociaux sont eux préoccupés par autre chose : quel enseignement l'expérience latino-américaine peut-elle apporter dans la bataille contre l'ajustement ?

Des sauvetages semblables

La Grèce subit le même drame que l'Argentine une décennie auparavant. Le gouvernement de l'Alliance (1) assurait la continuité des politiques néolibérales de Menem tandis que l'endettement explosif de l'Etat le poussait au bord de la cessation de paiements. Au cours des années 1990, la dette est passée de 84 à 147 milliards de dollars et le paiement des intérêts asphyxiait les finances publiques. Ces transferts au titre du service de la dette représentaient 3 fois les dépenses courantes, 6 fois celles liées à l'assistance sociale et 23 fois les montants destinés aux plans d'aide à l'emploi.

Des refinancements d'urgence avaient lieu périodiquement pour éviter le défaut de paiement. Les échéances étaient repoussées avec des crédits à taux usuraires (lors des processus connus comme « blindages » (2)) et avec des échanges désespérés de titres pour postposer les paiements (« mega-canje » (3)). Les créanciers intégraient le caractère non viable de ces opérations entraînant le maintien du « risque pays » - qui mesure la vulnérabilité du débiteur - à des niveaux exorbitants (4) .

La Grèce s'achemine vers le même précipice avec un endettement total par rapport au PIB semblable à l'Argentine de l'époque et le recours aux mêmes plans pour venir en aide aux créanciers. Elle a accepté l'année dernière des mesures de sauvetage pour échapper à l'étranglement du au manque de liquidités et elle a à faire face aujourd'hui à une crise majeure d'insolvabilité.

Ce même contexte conduisit il y a dix ans l'Argentine à la catastrophe sociale (54% de pauvres, 35% de chômeurs et la famine pour les plus démunis). La régression sociale s'accroissait à chaque fois que le gouvernement voulait démontrer sa capacité de paiement aux créanciers. Les salaires ont été diminués et les impôts directs augmentés, ce à quoi il faut ajouter de nombreuses diminutions du budget de l'éducation et les élévations successives de l'âge de la retraite.

Les politiques grecs répètent les mêmes attaques : au cours de l'année écoulée, l'emploi public a diminué de 20%, les pensions ont baissé de 10% , la TVA a été augmentée et la santé et l'éducation ont été détruites sans ménagement.

Il y a 10 ans le gouvernement argentin avait déjà réalisé la majorité des privatisations de biens publics (compagnies pétrolière, d'électricité, de téléphonie et de gaz) et promettait d'accélérer les privatisations prévues (Banque nationale, entreprises publiques dans les différentes provinces, loterie, universités).

En Grèce, se préparent aujourd'hui les derniers détails d'un bradage massif des biens de l'Etat (Poste, ports, entreprises d'eau). Seule l'Acropole est pour l'instant exclue de cette grande braderie que certains capitalistes allemands voudraient étendre à des îles grecques. Les mêmes fonctionnaires du FMI qui rédigent actuellement les mémorandums pour la Grèce, dirigeaient il y a une décennie des inspections périodiques dans le Cône Sud et sélectionnaient les actifs à mettre entre les mains des créanciers. Les mêmes sessions d'urgence du Parlement avaient lieu pour approuver des ajustements et une agence analogue avait même été imposée par le FMI pour contrôler la perception des impôts.

En Grèce, la stratégie des créanciers suit le même scénario. Il s'agit de récupérer tous les fonds possibles en reportant tous les sacrifices sur la population et en transférant des titres dévalorisés aux Etats. Cela leur permet d'assainir leurs bilans et de réduire les pertes occasionnées par l'impossibilité du recouvrement.

En Argentine, ce processus d'accaparement des ressources a duré plusieurs années avec des cycles

d'interruption et de reprise des paiements. Alors qu'elles négociaient avec les gouvernements successifs, les banques obtenaient des flux élevés d'effectifs à travers la fuite illégale de capitaux. Depuis cette époque, les fonds expatriés représentent encore bien plus que la dette publique du pays.

Les financiers ont obtenu des bénéfices juteux au cours du processus de refinancement. Deux initiatives du gouvernement américain de restructuration des titres latino-américains leur ont en particulier permis de faire des bénéfices importants. Avec le Plan Baker, ils ont allégé la charge pesant sur les banques commerciales les plus exposées ; puis le Plan Brady leur a permis de compléter cet assainissement de leurs portefeuilles associant les fonds d'investissements à la mise sur pied d'un marché secondaire pour les titres problématiques. Les banques ont récupéré leurs bénéfices en comptabilisant dans leurs bilans les titres dégradés à leur valeur d'origine et en transférant les titres dont le recouvrement serait le plus difficile à des détenteurs marginaux.

Les entités du Vieux Continent essaient aujourd'hui de mettre en œuvre la même stratégie de restructuration. En mai 2010, un Fonds de stabilisation a été créé pour permettre le rachat par la Banque centrale européenne des titres concernés par la suspension de paiement avec des subsides élevés sur les taux d'intérêt. Certains experts argentins qui avaient suivi de près ce même processus il y a 10 ans confirment la similarité de ces deux opérations mais ils estiment également que la situation actuelle des banques est beaucoup plus grave (5).

Des impacts différents

La crise grecque est plus explosive que son précédent argentin en raison de l'ampleur des déséquilibres. Avec des pourcentages de passif total similaires, le déficit budgétaire de la Grèce est de 10,5% alors qu'il n'était que de 3,2% pour l'Argentine.

Les différences liées à la situation des créanciers sont encore plus significatives. Alors que les créanciers de l'Argentine ont disposé de plusieurs années pour « se refaire », les banques grecques mènent une course contre la montre en ce sens. Lorsque le défaut de paiement a eu lieu en Argentine, la majorité des banques avait déjà transféré leurs avoirs. C'est la raison pour laquelle le FMI a toléré la cessation de paiements. En revanche, la BCE rejette cette possibilité car les entités financières allemandes et françaises qui ont opéré des placements en Grèce sont toujours confrontées au problème des titres toxiques qu'elles possèdent dans leurs portefeuilles (6).

De plus, il existe une inégalité majeure dans la gestion des deux crises. La dette argentine était gérée par une équipe du FMI étroitement supervisée par les Etats-Unis. Le passif grec est en revanche sous contrôle d'une BCE qui dispose de peu d'expérience de ce genre de situation. La Commission politique qui contrôle ce processus n'a qu'une faible autorité et n'agit pas face à un Etat européen unifié. Elle a démontré une faible capacité d'arbitrage pour trancher, par exemple, les divergences qui opposent l'Allemagne à la France (7).

Les deux puissances étaient au début d'accord de faire intervenir leur Trésor public pour venir en aide à toutes les entités financières affectées jusqu'en 2013. Néanmoins, le rythme vertigineux de la crise oblige à accélérer l'absorption par l'Etat des pertes et à introduire une pénalisation partielle pour les banques. L'Allemagne est consciente qu'un sauvetage mené uniquement avec des fonds publics risque d'entraîner une catastrophe budgétaire. Elle réclame donc une participation des entités financières dans les opérations de sauvetage (sur leurs propres finances). La France s'oppose à cette sanction en invoquant le risque d'une décapitalisation de ces institutions.

Après de nombreuses escarmouches, un nouvel accord a finalement pu être trouvé pour financer le second paquet de « sauvetage » pour la Grèce. Ce programme suppose un engagement limité des banques pour traiter certaines pertes à travers un agenda volontaire d'échanges de titres à côté d'une nouvelle extension du fonds européen de sauvetage (FESF). Cette intervention permettra la mise en œuvre de nouvelles opérations destinées à la revalorisation des titres grecs (rachats, garanties, crédits).

Mais le fond du problème n'est pas résolu et les manœuvres destinées à savoir qui paiera les pots cassés se font surtout par les chantages exercés par les banques au moyen des agences de notation. Les conflits s'étendent entre les groupes de créanciers les plus exposés (qui acceptent l'introduction d'un impôt général pour pallier aux déséquilibres) et les financiers moins affectés qui rejettent cette contribution.

La crise argentine n'a jamais présenté un tel caractère dramatique. Des analystes rappellent le choc du « corralito » (8) et évaluent la possibilité qu'il se reproduise aujourd'hui. Au plus fort de leur crise en 2001, les banques argentines enregistrèrent un retrait massif de fonds que le gouvernement chercha à stopper en réquisitionnant les petites épargnes. Cette forme d'expropriation suscita un énorme émoi, mais sans déborder des frontières nationales.

La dette grecque est quant à elle étroitement liée au système financier européen et est libellée en euros. C'est la raison pour laquelle une hémorragie de retraits pourrait avoir une portée immédiate sur tout le continent. Les banques du Vieux Continent ne sont pas seulement confrontées au cauchemar de la dette publique mais elles ont de plus à faire face à de graves problèmes d'insolvabilités d'entreprises. Ce danger n'a pas été dissipé par les « preuves de résistance », sorte de stress test mis en place récemment pour simuler des situations de faillites. Cela préoccupe de nombreux experts du FMI qui comparent le scénario en cours avec le précédent argentin (9).

Le fond du problème réside dans le fait que la crise grecque se déroule dans le contexte d'un endettement d'Etat critique dans tout le Premier monde (10). Les passifs de la France, de l'Allemagne, du Japon et des Etats-Unis - qui représentent respectivement 81%, 80%, 220% et 91% du PIB de ces pays - empêchent la gestion de la dette de la périphérie européenne avec la même tranquillité que dans le cas argentin. Si à cette époque là, la dette était seulement un brasier pour les économies dépendantes, elle est devenue aujourd'hui une bombe à retardement placée au cœur des pays capitalistes avancés.

Le cercle vicieux de l'ajustement

Comme ça avait été le cas en Argentine en 2001, les insultes des gouvernements de droite pleuvent contre les Grecs. Ils présentent cette communauté comme un ensemble de feignants qui ont trompé les banques et dilapidé les énormes crédits reçus grâce à la bonne volonté des créanciers. Les fonctionnaires étasuniens de l'administration Bush diffusaient les mêmes fables afin de jeter le discrédit sur les Argentins.

Les médias dominants mènent campagne en propageant la croyance absurde que les Grecs jouissent d'un niveau de vie enviable sur le dos du Nord de l'Europe. Rien ne vient corroborer ce mythe puisque tous les indicateurs sociaux témoignent du caractère défavorisé de la Périphérie de la région (11). Avec cette inversion de la réalité, la propagande réactionnaire prétend démontrer que le refinancement de la dette grecque constitue une « aide de la communauté internationale » à l'associé qui s'est fourvoyé dans une mauvaise voie. Il en était de même vis-à-vis de l'Argentine. Ceux qui financent par le chômage, la pauvreté et la dégradation des salaires la survie des financiers sont présentés comme des profiteurs de la charité mondiale.

Ces caricatures masquent la manière dont les gouvernements viennent en aide aux capitalistes français et allemands qui, au cours des dernières décennies, ont fait d'énormes bénéfices sur les excédents générés en Europe du Sud. Les grandes entreprises étrangères actives en Argentine faisaient le même type de bénéfices au cours de la période de la principale réorganisation néolibérale. Ils ont d'abord affaibli l'industrie nationale à travers l'ouverture commerciale et se sont ensuite appropriés des portions croissantes du marché local.

La Grèce a subi le même type de dégradation après l'adoption de l'euro et l'entrée dans l'Union Européenne. Cette économie fragile a été livrée à la merci de la puissante compétitivité allemande et du déficit commercial qui en a résulté, financé par un endettement croissant (12).

En réalité, aucun pays de la périphérie européenne ne peut résister à la supériorité dévastatrice des économies plus avancées qui ont profité de la création d'un marché continental unifié pour renforcer leur hégémonie. L'explosion des dettes privées des ménages et les bulles immobilières qui ont affecté les pays les plus vulnérables ont été alimentées par les excédents industriels des économies les plus puissantes. Comme l'Euro facilite particulièrement les affaires des industriels allemands, ce secteur se prononce actuellement pour le maintien de la Grèce dans l'Euro et est même favorable à un type de Plan Marshall destiné à financer de futures importations.

Si ces asymétries entraînent la fracture de la Zone Euro, on assistera alors à une répétition de ce qui s'est passé en Argentine, et dans d'autres économies latino-américaines, qui ont souffert dans leur chair les déséquilibres typiques de la relation centre-périphérie.

Les néolibéraux omettent ces déséquilibres lorsqu'ils exigent de plus grands sacrifices vis-à-vis des Grecs. Ils affirment que ces souffrances permettront de « récupérer la confiance des investisseurs » et de relancer à nouveau l'économie. Merkel répète cela chaque jour sans préciser quand l'ajustement prendra fin. Ces économistes se bornent à prévoir que la Grèce pourra à un moment donné sortir la tête de l'eau à condition de maintenir le corset de l'Euro et d'accepter les sacrifices déflationnistes.

Cette vision rappelle également ce qui s'est passé en Argentine. Il y a dix ans, l'économie de ce pays se trouvait pieds et poings liés à un régime de stricte convertibilité avec le dollar qui entraînait la diminution des recettes pour assurer le paiement de la dette. Lorsque ce système a éclaté, les ultra libéraux ont proposé de le renforcer via une dollarisation complète (comme en Equateur ou au Panama). Il s'agissait de mettre fin à la monnaie nationale pour retirer à l'Etat le dernier recours qu'il lui restait pour contrecarrer l'ajustement déflationniste.

Les partisans de cette solution mettaient en avant les mêmes arguments qui circulent actuellement en Grèce pour maintenir à tout prix la soumission à l'Euro. Ils affirmaient que la dollarisation assurait la confiance dans la monnaie et l'afflux consécutif de capitaux externes requis pour refinancer la dette. Avec l'effondrement de la convertibilité, cette fantaisie est tombée aux oubliettes.

Il est évident que la politique déflationniste pousse n'importe quel pays vers l'abîme. Le PIB grec s'est effondré depuis le début de la crise et a connu une nouvelle chute de 5,5% au premier trimestre de cette année. Il est tout à fait opportun de rappeler que la récession argentine s'est poursuivie pendant 4 ans et que le PIB a chuté de 11% en raison de taux d'intérêt exorbitants qui frustraient toute tentative de réactivation.

Les néolibéraux ne peuvent actuellement présenter aucun scénario crédible de sortie de crise car les modèles qu'ils promeuvent sont moribonds. Personne ne se souvient des éloges qu'ils prodiguaient à l'Argentine au cours des années 1990, mais on se souvient mieux de ceux adressés au « modèle irlandais ». Ce dernier pays est passé par tous les calvaires qui sont actuellement imposés à la Grèce.

En Irlande, tous les grands secteurs de l'économie - de l'énergie aux télécommunications - ont été privatisés et on peut constater les conséquences de toutes les dérégulations promues par l'orthodoxie économique : faillites de banques, sauvetages par l'Etat, déficit fiscal et une nouvelle séquence de suppressions d'emplois, baisses des salaires et augmentation des impôts indirects (13). Le Portugal s'achemine également vers la même issue au fur et à mesure qu'un gouvernement conservateur tente de donner satisfaction aux banquiers en élevant sans cesse le niveau des attaques anti-sociales. Un Plan de sauvetage a déjà été mis en place au Portugal, qui se retrouve à nouveau sans réserves et qui négocie les échéances avec la corde que les financiers lui ont mis au cou (14).

On peut encore observer un autre cas de pression déflationniste extrême en Lettonie, économie située hors de la zone Euro. Depuis l'éclatement de la crise en 2009, le chômage est monté jusqu'à 23%, le PIB a chuté de 25%, les salaires du secteur public ont été réduits de 30% et les $\frac{3}{4}$ des travailleurs ont subi des baisses de salaire. Dans un climat de fermeture d'écoles et d'hôpitaux, l'émigration est devenue un phénomène massif (15). Ces scénarios ne laissent aucun doute quant au caractère destructeur généré par le cercle vicieux de l'ajustement.

Inutilité des refinancements de la dette

La politique déflationniste est fréquemment mise en opposition à la poursuite des refinancements des dettes. On plaide pour le soutien du débiteur par de nouvelles émissions de bons, dans l'espoir d'alléger la future charge hypothéquant le pays. Une variante de ce type est promue par les partisans de l'expérience latino-américaine, avec un « Plan Brady européen » d'émission de titres à 20 ans supervisés par la BCE (16).

Bien qu'elles semblent accorder une plus grande attention aux débiteurs, ces initiatives intègrent les mêmes exigences de privatisations et de réduction des dépenses sociales et des pensions. Loin de réduire le corset financier, ces programmes éternisent le tribut que la Grèce doit rendre aux banques.

Il est erroné de supposer que ce refinancement serait plus facilement digéré s'il s'accompagnait de mesures de régulation financière, de contrôle de la spéculation ou d'élimination des paradis fiscaux. La Grèce n'obtiendra aucun répit par la simple réduction des taux d'intérêts si le paiement des créanciers est

maintenu. Le dette est tellement colossale que même avec une croissance annuelle soutenue de 8% pendant 20 ans, elle ne parviendrait pas à diminuer son passif aux niveau des critères fixés par l'Union européenne (17). L'expérience argentine ne laisse aucun doute quant à l'inutilité des refinancements. En 2001, toutes les variantes qui avaient été tentées dans l'optique de maintenir la convertibilité avaient échoué. En espaçant dans le temps les engagements de remboursement, ces rustines n'ont fait que postposer la déclaration officielle d'insolvabilité. Ce même scénario tend à se reproduire en Grèce (18).

Le refinancement –vauté par les keynésiens – n'est pas antinomique de la déflation, postulée par les orthodoxes néolibéraux. Ce ne sont que deux variantes d'un même soutien aux banques. Tandis que la première option cherche à renforcer les aides afin d'éviter un tsunami de faillites, la seconde alternative se centre sur la dégradation fiscale consécutive à ce sauvetage. Le gouvernement étatsunien s'est trouvé confronté au même dilemme quand il décida de fermer Lehman Brothers et qu'il eut recours, le lendemain, au refinancement limité des entités financières en faillite.

Les politiciens sociaux-démocrates agissent comme les partisans les plus décidés de la poursuite des prêts, face à leurs pairs conservateurs, qui haussent le ton contre la flexibilité du crédit. Les deux postures ne divergent que dans la détermination du moindre mal pour le capitalisme. Dans les périodes de crises aiguës, les sociaux-démocrates cherchent des échappatoires et tentent de masquer leur alignement explicite au côté des banques et contre les peuples. Dans la conjoncture européenne, ce masque est en train de tomber et les attaques brutales contre les travailleurs s'appliquent sans anesthésie.

Trois enseignements

La cessation de paiement de l'Argentine s'est prolongée pendant plus de trois ans. Elle a affecté les créanciers privés, mais pas les organismes multilatéraux (le FMI a obtenu le remboursement anticipé de tous ses prêts). Plusieurs cycles de négociations ont eu lieu avec les détenteurs de titres. En 2005, un échange a eu lieu avec trois taux de décote d'entre 50 et 60% de la valeur originale. Une minorité de créanciers n'a pas accepté cette proposition et a été convoquée à un second échange de titres, qui a récemment abouti.

Le montant total de la dette argentine s'est significativement réduit en comparaison des exportations et du PIB (48% de ce dernier). Les engagements ont été postposés et la moitié du passif a été libellée en monnaie nationale (avec une part spécifique des obligations dans le service public lui-même (19)).

Ce qui s'est passé en Argentine indique que la suspension de paiement est réalisable et opportune pour les débiteurs poussés à une situation d'asphyxie. La cessation partielle des déboursements a donné un ballon d'oxygène à l'économie nationale, pendant la période critique de récupération qui a suivi le défaut. Ce soulagement a permis de négocier dans de meilleures conditions financières l'échange de la dette. Le résultat de cette opération a dégonflé comme une baudruche tous les cauchemars propagés par les banques afin de terroriser les débiteurs. Le pays ne s'est pas retrouvé « en dehors du monde », il n'a pas perdu de marchés pas plus qu'il ne s'est transformé en « paria de la communauté internationale ». Les biens du pays à l'étranger n'ont pas non plus été confisqués. Toutes les lugubres prédictions agitées frénétiquement par les financiers ont été réduites à néant.

Certes, le peuple argentin a souffert d'une terrible dégradation de son niveau de vie. Mais ces peines avaient précédé le défaut et furent provoquées par les mesures imposées par les banques. La cessation de paiement n'a ajouté aucune souffrance supplémentaire au bain de sang social de cette période.

De nombreux économistes de l'establishment soutiennent que la voie « agressive » suivie par l'Argentine a provoqué plus de malheurs que la voie « amicale » suivie par d'autres nations latino-américaines (comme le Brésil, l'Uruguay ou la Jamaïque (20)). Mais cette affirmation ne repose sur rien. L'Amérique latine est passée par de nombreuses expériences de moratoires et l'Argentine elle-même en a connu plusieurs (par exemple entre 1988 et 1992).

Aucune donnée ne vient en étayer le caractère approprié. La négociation du défaut ou son imposition de facto, ne réduit pas en soi les restrictions supportées par le peuple. L'histoire économique contemporaine enregistre, en outre, une variété innombrable de crises de paiements, avec des processus négociés tout aussi douloureux. Ainsi des cas très documentés (comme l'Allemagne en 1953 ou l'Indonésie en 1971) ont permis d'exiger d'importantes contreparties auprès des créanciers.

Dans les débats sur ces événements, il convient de retenir les trois grandes leçons de l'Argentine pour la Grèce. Cette expérience indiqua, en premier lieu, l'indubitable nécessité de freiner l'hémorragie du débiteur, au travers d'une suspension unilatérale des paiements. Elle clarifia également l'importance de choisir le moment le plus opportun pour cette rupture.

L'Argentine s'est déclarée en défaut de manière volontaire, quand le pays s'est retrouvé sans fonds. La Grèce pourrait imiter cette action avant de perdre toutes ses ressources. Elle a la possibilité d'anticiper et d'agir alors que les créanciers sont confrontés à une forte exposition de titres toxiques qu'ils accumulent dans leurs portefeuilles. Il ne faut pas donner le temps aux financiers de procéder à des échanges de titres.

Il est également indispensable de mettre immédiatement en pratique un audit de la dette. En Argentine, on a beaucoup débattu de cette initiative face aux accusations dûment étayées sur le caractère frauduleux du passif. La dette s'était gonflée avec des engagements inexistantes qui ont financé la fuite des capitaux, avec une spirale des intérêts et une importante absorption de faillites privées de la part de l'Etat.

Ces irrégularités confirmées sont restées impunies. Le lobby des banques a bloqué toutes les tentatives d'enquête et paralysé plusieurs projets parlementaires de révision des passifs. Les conséquences de cette impunité ont été mises en lumière dans tous les débats postérieurs sur la dette. Sur ce terrain, l'Argentine est restée très en arrière par rapport à l'Equateur, qui a mis en place une Commission d'audit qui a permis de faire la lumière sur bien des choses.

En Grèce, il existe actuellement la possibilité de mener à bien un audit. Cette action permettrait d'annuler la portion illégitime des passifs et de faciliter la constitution d'un registre des propriétaires des titres. Cette identification serait indispensable afin de déterminer les droits de recouvrement. Il existe déjà une importante initiative afin de mener à bien cette recherche (21).

La troisième leçon de l'Argentine est la nécessité de nationaliser les banques et d'établir un contrôle total sur les mouvements des devises et des capitaux. Ces mesures devraient être adoptées avant la suspension du paiement de la dette (ou en modifiant le type de change). La Grèce est encore dans les temps pour préserver ses ressources avec de telles mesures.

Certains économistes considèrent qu'il est indispensable de rompre immédiatement avec l'euro. Mais la récupération de la monnaie nationale requiert en premier lieu d'assurer les réserves, en empêchant la fuite frénétique des capitaux qu'accompagnerait un virage économique. Ce n'est qu'en intervenant sur les banques (en les nationalisant) et au travers d'un strict contrôle des changes qu'il serait possible de contrebalancer la perte des devises résultant d'une souveraineté monétaire retrouvée.

En Argentine, ces mesures ne furent pas adoptées et le résultat fut un effondrement chaotique de la convertibilité, au milieu de l'inflation et de l'appauvrissement de la population. Au lieu d'exproprier les banques, on escroqua les épargnants et on dilapida d'énormes fonds (équivalents à 12 ou 14 points de pourcentage du PIB) en secourant les financiers.

Il ne fait pas de doute que la moindre politique radicale qui s'oppose aux créanciers engendrera des coûts et entraînera des risques. Dans le cas grec, il est vital de prendre en considération la manière dont on résoudra les importations, le maintien de l'industrie du tourisme et la préservation de l'activité maritime.

Mais il faut faire face à cette évaluation des risques sans oublier que le maintien du paiement de la dette augure un horizon de souffrances bien plus graves. Certains économistes omettent d'évaluer les conditions nécessaires pour opter pour l'une ou l'autre voie économique. Ils conseillent de dévaluer et de sortir de l'euro, sans mentionner la protection des réserves et la nécessaire conversion des banques en entités publiques. Cette attitude revient à prôner un remède pire que le mal. Il suffit d'observer ce qui se passe déjà dans les pays qui appliquent des politiques capitalistes en dehors de l'euro zone. L'Argentine constitue une bonne référence pour analyser ce qui peut se faire et ce qu'il est nécessaire d'éviter, afin de reconstruire l'économie grecque.

Les chemins de la relance

Après avoir touché le fond, l'économie argentine a commencé un processus de croissance soutenue. Cette remise à flot s'appuie sur l'élargissement des exportations et la restauration de la consommation interne.

La fracture sociale de la demande, l'inflation élevée, la fuite continue des capitaux et la faiblesse des investissements handicapent cette récupération et posent de sérieuses questions quant à sa consistance.

Mais il est hors de doute que l'ère « post-défaut » s'est conclue par un cycle de réanimation, qui amène de nombreux économistes à présenter le pays comme un modèle à suivre pour les nations de la périphérie européenne.

Dans cette modélisation, on tend à oublier que la récupération argentine obéit à trois raisons spécifiques : la restauration du taux de profit, la valorisation internationale des exportations et une plus grande marge de manœuvre afin d'appliquer des politiques économiques expansives.

Le premier facteur déterminant est apparu au terme d'un ajustement brutal généré par la méga-dévaluation. Cette opération chirurgicale a assaini les capitaux, déprécié les salaires et, comme cela se produit dans certaines conjonctures du cycle capitaliste, a facilité la recomposition du profit. Ce rebond s'est consolidé par la réaction du marché international. Une économie partiellement autonome des flux internationaux du capital peut maintenir une certaine déconnexion avec le financement international. Le cinquième exportateur mondial d'aliments a, en outre, bénéficié de prix internationaux plus avantageux que dans le passé pour le commerce du soja. L'Argentine s'est transformée en fournisseur privilégié des économies asiatiques émergentes, tandis qu'elle multipliait ses échanges avec le Brésil et diversifiait son commerce. Une grande partie des énormes rentes captées par l'Etat au cours de ces dernières années ont été utilisées pour réanimer la demande interne. On substitua ainsi le faible investissement privé et on tenta un schéma néo-développementiste privilégiant l'industrie au détriment de la valorisation financière (22).

Si la Grèce suit le chemin d'une cessation de paiement, la même trajectoire va-t-elle se répéter ? Il est évident que cette économie méditerranéenne n'a pas de ressources naturelles importantes, ni le même type d'insertion dans le marché mondial qui ont permis la récupération argentine. Mais personne n'imaginait il y a dix ans que l'économie argentine entamerait une phase ascendante après le défaut. On supposait au contraire que cet épisode provoquerait un effondrement apocalyptique. Il est plutôt confirmé que les va et viens de la conjoncture internationale sont relativement imprévisibles et n'offrent pas d'arguments définitifs pour opter pour l'une ou l'autre politique économique.

Il est évident ensuite que la Grèce est plus connectée au cours général de l'Europe que l'Argentine au devenir de l'Amérique latine. La première région opère comme un moteur autosuffisant tandis que la seconde maintient ses liens traditionnels avec les principaux centres de l'économie globale. Du fait de cette connexion élevée avec ses partenaires européens, la Grèce a besoin de compléter un éventuel moratoire de la dette avec des actions régionales collectives. Le succès d'une politique radicale en la matière exigerait de mesures communes avec ses voisins de la périphérie européenne. La bataille contre les créanciers nécessiterait une collaboration étroite avec le Portugal, l'Irlande, l'Islande et d'autres pays pénalisés par les banques.

Au cours de la dernière décennie, ce type d'initiatives communes s'est discuté en Amérique latine, à l'aune de la proposition visant à créer un « club des débiteurs ». La proposition consistait à forger un bloc des pays les plus touchés afin de faire plier le pouvoir des financiers. Mais en 2001, cette campagne avait perdu de son impulsion et il prédominait au contraire une grande dispersion des nations frappées par le pillage de la dette. La situation européenne actuelle diffère de cette période latino-américaine par le haut degré de coopération communautaire existant sur le Vieux Continent (23).

Une autre différence importante est l'inexistence d'une frontière nette entre les situations d'effondrement dans les pays de la périphérie et les conjonctures de prospérité dans les pays du centre européen. Les économies intermédiaires de l'Espagne ou de l'Italie commencent ainsi à souffrir de la même menace qui affecte la Grèce ou l'Irlande. Pour cette raison, la principale crainte du moment est une extension éventuelle de la crise à d'autres pays. Dans ce cadre, la lutte pour associer les débiteurs se présente sous d'autres formes.

Mais ces caractéristiques ne pourront jouer un rôle que si un quelconque pays se dresse face aux banques et propose la constitution d'un réseau de solidarité. La Grèce réunit de nombreuses conditions pour diriger un tel processus. Seul un moratoire unilatéral ouvrirait la possibilité de négocier avec les banques, sans affecter le niveau de vie de la population. Pour établir une limite stricte aux paiements, engager des politiques d'investissements dans les secteurs sociaux et reconstruire le pouvoir d'achat de la population, il faut mettre en pratique des mesures plus audacieuses que celles adoptées par l'Argentine il y a dix ans.

Le même soulèvement

La principale analogie entre la Grèce et l'Argentine se vérifie sur le terrain de l'insubordination populaire. Ces deux pays ont une riche histoire de luttes sociales. Le soulèvement de décembre 2001 était l'héritier du « Cordobazo » (1969), de la grève générale de 1975, des grèves contre l'inflation (années 1980) et des mobilisations contre le chômage (décennie 1990).

Dans les batailles livrées par le peuple grec est présent l'héritage de la guerre civile (1944-1949), la résistance contre la dictature (1973) et les luttes de la jeunesse (2008) (24). Après 11 arrêts généralisés du travail et d'innombrables manifestations, on observe ces dernières semaines une nouvelle irruption des masses. Les occupations de places, les affrontements avec la police et les débordements des directions syndicales se multiplient.

Comme il y a dix ans à Buenos Aires, les activistes d'Athènes organisent des campements, résistent aux expulsions et organisent des assemblées populaires. La jeunesse converge avec les travailleurs, forgeant la même union qui se déroula en Amérique du Sud, les blocages de rues des chômeurs se joignant aux « casserolades » de la classe moyenne. Mêmes les slogans se ressemblent (« dehors les voleurs ») ou les revendications (« nous ne devons rien, nous ne payerons rien, nous ne vendons rien ») et il existe un même rejet des marchandages occultes entre les partis au pouvoir et l'opposition conservatrice.

Le réveil populaire en Argentine a surgi quand les illusions néolibérales, qui prédisaient « l'entrée dans le premier monde », se sont effondrées. La même haine a éclaté parmi les Grecs, avec la fin des attentes créées par l'adhésion à l'Union européenne.

Tous les observateurs s'accordent sur le fait que la crise a déjà complètement débordé de la sphère financière et qu'elle se répand dans les rues (25). Il y a dix ans, la rébellion argentine avait freiné les mesures d'ajustement, fait avorter le programme déflationniste et bloqué la dollarisation. Elle força également l'introduction d'un projet politique qui combinait la restauration du pouvoir des dominants avec l'octroi de concessions démocratiques et sociales. Le soulèvement confirma l'utilité de la lutte afin d'inverser des rapports de force défavorables, donner de la légitimité aux mouvements sociaux et légaliser les grèves. Il permit de freiner la répression brutale (qui persiste en Colombie ou au Mexique) et contrebalança la résignation dans les mouvements sociaux (que l'on observe en Uruguay ou au Brésil).

Mais la rébellion argentine resta au milieu du gué car elle n'a pas expulsé les politiciens corrompus ni éradiqué le poids du bipartisme. Elle n'empêcha pas non plus l'enrichissement des mêmes capitalistes qui profitèrent de la convertibilité. Mais elle conditionna toute la politique étrangère et elle influença une gestion de la dette qui limita les appétits des créanciers.

Il est important de tenir compte de ces résultats au moment d'établir des comparaisons internationales (26). La bataille populaire qui se livre actuellement en Grèce présente un caractère plus continental. La rébellion argentine a fait partie d'un cycle de luttes sud-américain, mais elle n'éclata pas au même moment que les soulèvements au Venezuela, en Equateur ou en Bolivie. Les mobilisations grecques coïncident par contre avec la crise générale du Vieux Continent, qui tend à provoquer des réactions simultanées dans plusieurs points de cette région. Ces réponses commencent à rompre l'isolement des résistances nationales et permettraient de surmonter la perplexité qui a prévalu au début de la récession.

La généralisation de l'action populaire est le meilleur antidote contre la passivité alimentée par la social-démocratie et contre les campagnes racistes promues par la droite. La récente protestation des indignés espagnols peut marquer un tournant dans ce sens. Le mouvement gagne en massivité à mesure que ses revendications politiques (« démocratie réelle ») et économiques (en finir avec le sauvetage des banques) conquièrent une plus grande légitimité et soutien (27).

La présence dominante de la jeunesse dans ces mouvements - et l'utilisation novatrice des réseaux sociaux comme instruments d'information alternative - encourage la contagion continentale. Cette généralisation peut répéter l'effet domino qui caractérise les soulèvements dans le monde arabe. L'étincelle de la jeunesse réchauffe en outre les énergies des travailleurs, tant dans les pays qui maintiennent un haut niveau de mobilisations sociales (France), que dans les pays qui ont souffert un recul prolongé (Grande-Bretagne).

Si la confiance envers la résistance réapparaît, on pourra envisager la manière de généraliser la bataille contre les créanciers, comme cela a déjà commencé dans certains pays, comme l'Islande. En résumé, la flamme allumée par les Grecs s'étend en Europe et son impact déterminera qui payera les conséquences de la crise. Ce processus est suivi avec une énorme attention en Amérique latine. Très peu de nouvelles sont attendues avec autant d'espoir que celle d'une victoire populaire en Europe.

Claudio Katz est économiste, chercheur et professeur. Il est membre du collectif des Economistes de gauche en Argentine (EDI). Sa page web est www.lahaine.org/katz

Traduction: Virginie de Romanet et Ataulfo Riera

Notes :

- (1) Coalition de plusieurs partis centristes dont l'Unión cívica radical (UCR), principal parti du pays avec le parti justicialiste (peroniste dont faisait partie Menem) (NdT).
- (2) En décembre 2000, le ministre de l'Economie a négocié un paquet de sauvetage de 40 milliards de dollars qui postposait le paiement du capital et des intérêts dans le but d'alléger la situation financière de l'Etat et de récupérer la confiance. Ce mécanisme étant connu comme « blindaje » (NdT).
- (3) L'opération dite de mega-canje (méga-échange) a également visé à postposer les échéances de certaines dettes qui arrivaient à maturité en 2001 et 2005 à la période courant entre 2006 et 2031, cela contre une augmentation très conséquente des taux d'intérêt (NdT).
- (4) Une description détaillée de cette conjoncture se trouve dans les Economistes de Gauche « Propuestas socialistas para superar la crisis nacional », juillet 2002, Ediciones Herramientas. Economistas de Izquierda, « Propuestas de reconstrucción popular de la economía », novembre 2002.
- (5) Blejer Mario, «Una quita mayor que la Argentina», La Nación, 10-7-2011.
- (6) Les économistes de l'establishment argentin comme Redrado Martín, Prat Gay Alfonso, Marx Daniel mettent en avant cette asymétrie, «Lo que Grecia puede aprender de Argentina», La Nación, 6-7-2011.
- (7) Voir Eric Toussaint, Huit propositions urgentes pour une autre Europe, <http://www.cadtm.org/Huit-propositions-urgentes-pour>
- (8) Lors du point culminant de l'effondrement de 2001, les banques se sont vues affectées par un retrait massif de fonds, ce à quoi le gouvernement a répondu en confisquant les sommes déposées par les petits épargnants.
- (9) Voir Jorge Oviedo, «En el caso griego la solución argentina sería una catástrofe», La Nación, 24-6-2011. «El default argentino, eje de un debate con Krugman», La Nación, 24-6-2011. Voir aussi Machinea José Luis, «Actuar antes que sea tarde», La Nación, 20-7-2011.
- (10) Les pays industrialisés avancés.
- (11) Vicenc Navarro présente dans cet article une comparaison édifiante, «Qué pasa en Irlanda y los otros PIGS», Revista Digital Sistema, 26-11-2010.
- (12) Constantinos Lapavistas, «Grecia se parece cada vez más a la Argentina», www.socialismo-o-barbarie.org , 1-7-2011, «Callejón sin salida», Página 12, 12-6-2011.
- (13) Le modèle irlandais a également été revendiqué en Argentine au cours des années 1990. Voir une critique dans Rubén Telechea, «Imitemos el milagro irlandés», Página12, 10-1-2001.
- (14) Une analyse sur: Bloco de Izquierda, «Sobre a crise e os meios da a vencer», 23 mai 2010.
- (15) Voir Michel Hudson, «Huelgas contra un golpe de estado financiero», Sin Permiso, 10-10-2010.
- (16) Jacques Attali, « La solución es un tesoro europeo », Clarín, 17.12.2011. Nouriel Roubini, Stephen Mihm, « Los rescates no impedirán cuatro defaults europeos », La Nación, 29.05.2011.
- (17) Les propositions de refinancement dans : Sami Nair, « Para Onde vai a Europa », El País 16.12.2011 y Paul Krugman, « El fantasma de Argentina en la crisis europea », La Nación, 13-1-2011. Le calculs de la gravité de l'endettement dans: Xavier Vidal Folch, « Los mitos se derrumban », El País, 22-7-2011.
- (18) Une analogie dans: Mario Rapaport, « Grecia en el espejo argentino », Página 12, 30.05.2010.
- (19) Eduardo Lucita, « Ciclos de acumulación y dinámica de la deuda », Séminaire du CADTM-AYNA : « Propuestas soberanas y alternativas sociales frente a la deuda », Buenos Aires, 16.17.09.2010.
- (20) Bob Davis, « Las lecciones que Europa puede aprender de América Latina », La Nación, 06.12.2010.
- (21) Voir Yorgos Mitralias, « Révolte populaire de masse en Grèce » <http://www.cadtm.org/Revolte-populaire-de-masse-en>
- (22) Claudio Katz, « Los nuevos desequilibrios de la economía argentina », Annuaire EDI, n°5, septembre 2010. Nous avons établi une première comparaison avec le cas grec dans Claudio Katz, « Grecia 2010, Argentina 2001 », 21.10.2010, www.combate.info
- (23) Ce contexte est souligné par Mark Weisbrot, « Euro, el fin de un sueño », Página 12.
- (24) Statis Kuvelakis, « La caldera griega », www.vientosur.info/ , 22/06.2011.
- (25) Dani Rodrik, « La duda es si Grecia evitará la senda argentina », La Nación, 19.06.2011, Timothy Garton Ash, « La claves es Alemania », El País, 20.06.2011. Thomas Friedman, « El choque de generaciones », La Nación, 18.07.2011.
- (26) Claudio Katz, « De la rebelión popular al nacimiento de la nueva izquierda », Troisième forum national d'éducation pour le changement social, Buenos Aires, 3 juin 2011.
- (27) Josep María Antentas, Esther Vivas, « Indignación masiva », alainet.org, 20.06.2011.

La dette publique et la bancocratie

Par Karl Marx

Le capitalisme naît en Occident de transformations historiques successives. La société féodale donne naissance à l'absolutisme et c'est à cette époque qu'apparaissent pour la première fois sous leurs formes modernes les banques centrales et les dettes d'État. Ces phénomènes marquent de leur empreinte l'essor du capitalisme. En période de crise, ils resurgissent avec violence. Loin d'être un phénomène extérieur ou marginal, les dettes sont au cœur du fonctionnement du capitalisme. Le présent texte est un extrait du dernier chapitre du livre 1 du Capital de Karl Marx.

«Le crédit, voilà le credo du capitalisme»

Les dettes publiques, nées à Venise et Gênes au Moyen Âge, prennent possession de l'Europe à la fin du xviii^e siècle, au temps des manufactures. Le régime colonial, avec son effroyable commerce maritime et ses guerres commerciales, leur sert alors de serre chaude.

La dette publique, en d'autres termes, l'aliénation de l'État, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte le capitalisme. La seule partie de la prétendue richesse nationale qui entre réellement dans la propriété collective des peuples modernes, c'est leur dette publique. Il n'y a donc pas à s'étonner de l'idée que pour la classe dominante, plus un peuple s'endette, plus il s'enrichit. Le crédit, voilà le credo du capitalisme. Ainsi le manque de foi dans la dette publique vient-il, dès la naissance de celle-ci prendre la place du péché contre le Saint-Esprit.

La dette publique devient un des leviers les plus puissants de l'accumulation du capital. Par un coup de baguette magique, elle dote l'argent par nature improductif du pouvoir reproducteur et le convertit ainsi en capital: A-A', sans qu'il ait à subir les risques inséparables de sa transformation éventuelle en marchandise: A-M-A'.

Les acheteurs de dettes publiques font une bonne affaire car leur argent métamorphosé en bons du Trésor faciles à vendre, continue généralement à fonctionner entre leurs mains comme autant d'argent liquide. À part la bonne fortune des intermédiaires financiers entre le gouvernement et la nation et celle des capitalistes, auxquels une bonne partie de ces sommes rend le service d'un capital tombé du ciel, la dette publique alimente les émissions d'action et d'obligation, les marchés financiers, la spéculation, en somme les Bourses de valeurs et le système bancaire moderne.

Dès leur naissance, les grandes banques affublées du nom de banques publiques ou nationales, n'étaient que des associations de spéculateurs privés s'établissant à côté des gouvernements et, grâce aux privilèges qu'ils en obtenaient, à même de leur prêter l'argent du public. L'accumulation de dettes publiques a pour mesure infaillible le volume et le cours des emprunts d'État émis par ces banques, dont le développement date de la fondation de la Banque d'Angleterre en 1694. Celle-ci commença à prêter son argent au gouvernement à un taux d'intérêt de 8%, en même temps, elle était autorisée par le Parlement à créer de la monnaie pour le même montant sous forme de billets de banque qu'on lui permit de mettre en circulation.

Comme la dette publique est assise sur le revenu public, qui doit en payer le remboursement et les intérêts, le système moderne des impôts est le corollaire obligé des emprunts et donc des dettes publiques. Les emprunts permettent aux gouvernements de faire face aux dépenses extraordinaires sans que les contribuables s'en ressentent immédiatement mais ils entraînent à leur suite une augmentation des impôts. De l'autre côté, la surcharge d'impôts causée par l'accumulation des dettes successivement contractées contraint les gouvernements en cas de nouvelles dépenses extraordinaires à avoir recours à de nouveaux emprunts, de nouvelles dettes.

La fiscalité moderne, dont les impôts indirects sur les objets de première nécessité (1) et, partant, l'enchérissement, de ceux-ci, forment le pivot, renferme donc en soi un germe de progression automatique. En Hollande, où ce système a été inauguré, Johan de Witt (1625-1672) l'a exalté dans ses Maximes comme le plus propre à rendre le salarié soumis, frugal, industriel, et... exténué de travail. L'influence délétère qu'il exerce sur la situation des salariés s'est accompagnée historiquement de l'expropriation

massive et forcée des paysans, des artisans, et des autres éléments de la petite classe moyenne.

La grande part qui revient à la dette publique et au système de fiscalité correspondant, dans la capitalisation de la richesse et l'expropriation des masses, a conduit à y chercher, à tort, la cause première de la misère des peuples modernes.

Ce fut un moyen artificiel de fabriquer des fabricants, d'exproprier des paysans et des travailleurs indépendants, de convertir en capital leurs instruments de travail et d'abrèger de force la transition du mode de production féodal au capitalisme moderne. Le procédé fut encore simplifié sur le continent, où Colbert avait fait école. Le capital arrivait tout droit aux industriels en provenance du trésor public.

Dettes publiques, exactions fiscales, régime colonial, protectionnisme, guerres commerciales, etc. Ces rejets de la fin du XVIIe siècle prennent un développement gigantesque lors de la naissance de la grande industrie au XIXe siècle. Voilà ce qu'il en a coûté pour dégager les «lois naturelles et éternelles» du capitalisme. Ne dirait-on pas que l'humanité est un séjour de damnés? C'est avec des taches de sang sur une de ses faces que l'argent est venu au monde (2). Le capitalisme vient au monde en transpirant de la tête aux pieds, la sueur et le sang.

Karl Marx

Nouvelle traduction d'un extrait de Das Kapital, 24e Kapitel, Genesis der industriellen Kapitalisten par Frédéric Gudéa.

Notes :

1. Comme la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)
2. Du crédit public et de son histoire, Marie Augier, 1842, p265.